

# *Aller de l'avant vers la nouvelle vision de l'agriculture canadienne au moyen d'actions*

*février 2007*



**ICPA**

*L'Institut canadien des  
politiques agro-alimentaires*

© L'Institut canadien des politiques agro-alimentaires 2007. Tous droits réservés.

**Avertissement** : Bien que nous nous efforcions de rendre ce document utile et précis, il ne comporte aucune garantie, exprimée ou implicite. L'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (ICPA) ne fait aucune représentation quant à l'utilisation de l'information dans ce document, ni quant à son exactitude, sa précision, sa fiabilité ou autre et décline toute responsabilité quelle qu'elle soit découlant de l'utilisation de telle information ou des erreurs ou des omissions dans ce document.

# Table des matières

Table des matières .....	iii
Préface .....	v
Sommaire exécutif .....	vi
1.0 Repositionnement du cadre de la politique agricole.....	1
1.1. Inventaire – le besoin de changement .....	1
1.2. La dure réalité à laquelle l’agriculture est confrontée.....	2
1.3. Choix stratégiques pour les entreprises qui choisissent de faire partie d’une industrie .....	4
1.4. Une orientation stratégique pour le secteur agroalimentaire.....	5
1.5. Le nouvel environnement opérationnel.....	8
2.0 Stratégies nécessaires pour atteindre le résultat escompté .....	10
2.1. Encourager l’innovation et la commercialisation de nouvelles technologies .....	10
2.2. Surmonter efficacement les plus grandes faiblesses et obstacles de réglementation .....	11
2.3. Bâtir sur les avantages naturels du Canada et les forces du secteur agroalimentaire.....	12
2.4. Améliorer la santé des Canadiens par les aliments .....	13
2.5. Rencontrer les demandes locales d’aliments.....	13
2.6. Saisir les possibilités mondiales de manière stratégique.....	14
2.7. Différencier les marchés .....	14
2.8. Rencontrer les besoins de durabilité .....	15
2.9. Traiter les enjeux spécifiques au secteur agricole .....	15
2.10. Aider au repositionnement et au maintien de la capacité.....	15
3.0 Implications et considérations .....	17
3.1. Les avantages de l’action .....	17
3.2. Le coût de l’inaction et de la complaisance .....	17
3.3. L’engagement du secteur .....	17
3.4. Viser une mise en œuvre efficace des initiatives de les politiques .....	18
3.5. Le financement des programmes de la prochaine génération de politiques agroalimentaires .....	18
3.6. Faire du Canada un pays d’investissement attrayant .....	18
Annexe I Sommaire des implications politiques .....	19
Annexe II Facteurs clés affectant le futur environnement opérationnel .....	23
Annexe III Les tendances mondiales clés et les opportunités connexes .....	25
III.1 La mondialisation des produits et des marchés.....	25

III.2	Déplacement du pouvoir économique vers l'Asie .....	27
III.3	La santé et la qualité de vie .....	29
III.4	La société demande de la durabilité .....	30
III.5	La bio-économie comme moteur principal du développement économique .....	32
III.6	La science et la technologie continuent de façonner ce secteur .....	34
Annexe IV	Autres facteurs qui doivent être considérés .....	38
IV.1	La demande pour des produits naturels, organiques et locaux.....	38
IV.2	La sécurité de la chaîne d'approvisionnement et la biosécurité.....	39
IV.3	La discipline concernant les subventions agricoles aux États-Unis et dans l'Union européenne .....	40
IV.4	L'accès aux marchés par des ententes bilatérales .....	40
Annexe V	Faiblesses inhérentes à surmonter pour réaliser la vision .....	42
V.1	Le fardeau et les coûts de la réglementation imposée à la production primaire.....	42
V.2	Les processus de réglementation par rapport aux États-Unis .....	42
V.3	Les dysfonctionnements de la politique canadienne dans le marché de l'ALENA .....	43
V.4	L'absence de compagnies agroalimentaires multinationales basées au Canada .....	44
V.5	Le manque de but ou de vision pour attirer des investissements dans le secteur .....	45
Annexe VI	La direction fondée sur les forces pour une différenciation durable .....	46

# Préface

L'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (ICPA) est une voix indépendante sur les questions de politiques agricoles au Canada. L'ICPA identifie les problèmes d'actualité, les tendances et les enjeux politiques dans le secteur agroalimentaire qui doivent être étudiés plus en profondeur et coordonnés à l'échelle nationale. Les sept membres du Conseil d'administration et les douze membres du Comité consultatif de l'ICPA sont des intervenants clés provenant de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire. Les ministères provinciaux et fédéral de l'agriculture et d'alimentation soutiennent le travail de l'ICPA et recherchent ses intrants sur les enjeux politiques.

Dans son approche progressiste, l'ICPA retient les services de nombreux experts nationaux et internationaux pour entreprendre des études spécifiques visant ces enjeux et ces tendances.

L'ICPA fournit un cadre pour le développement d'options politiques futures en matière d'agriculture en commandant des études, en rassemblant des panels d'experts pour réviser et critiquer ces études; en animant des sessions pour que les intervenants puissent présenter leurs points de vue et en diffusant les résultats aux associations de l'industrie agroalimentaire, aux entreprises oeuvrant dans la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire, aux organismes agricoles, aux gouvernements, aux autres organismes nationaux et internationaux et aux universités.

L'Institut cherche à sécuriser l'avenir des producteurs agricoles canadiens en rehaussant les liens avec les composantes en aval de la chaîne alimentaire et finalement avec tous les consommateurs. Au-delà de son travail avec la chaîne agroalimentaire, l'ICPA cherche à établir des liens entre l'agriculture et l'alimentation, et la santé et le bien-être des Canadiens et des Canadiennes; des possibilités industrielles courantes et futures en matière de production agricole; la gestion de l'environnement naturel et la préservation des communautés rurales canadiennes.

Selon l'ICPA, ces liens entre l'agriculture, l'alimentation, la santé et les produits agricoles fourniront aux producteurs primaires, aux transformateurs et aux fabricants de produits alimentaires de nouvelles possibilités, tout en ayant un impact bénéfique sur tous les intervenants, incluant les consommateurs des communautés rurales ou urbaines.

Ce document fournit une perspective sur le futur environnement opérationnel qui touchera le secteur agricole et alimentaire, offre une orientation future pour l'agriculture et le secteur agro-industriel, et souligne les stratégies qui peuvent aider à atteindre l'orientation proposée. Un secteur agricole et agro-industriel qui attire les investissements permettra au secteur de fournir des solutions concrètes aux Canadiens et aux Canadiennes, et il établira la base d'une renaissance rurale. Nous espérons que ce document contribue au dialogue et aux décisions qui en découleront sur l'avenir du secteur et la prochaine génération de politiques. Ce rapport est disponible dans le site de l'ICPA ([www.capi-icpa.ca](http://www.capi-icpa.ca)). Les commentaires peuvent être adressés à :

Yvan Jacques, président par intérim  
Institut canadien des politiques agro-alimentaires  
960, avenue Carling  
Immeuble 49, salle 318  
Ottawa, Ontario  
K1A 0C5

1-613-232-8008

[jacquesy@capi-icpa.ca](mailto:jacquesy@capi-icpa.ca)

# Sommaire exécutif

Ce rapport est diffusé afin de susciter la discussion sur la future orientation de l'agriculture et de faciliter, par un dialogue entre les intervenants associés, les démarches vers les actions requises en matière d'agriculture canadienne à travers la prochaine génération de politiques agricoles.

Les rapports ICPA antécédents avaient indiqué la nécessité d'un repositionnement du secteur agricole canadien et d'un changement fondamental du cadre politique et de réglementation affectant les secteurs agricoles, alimentaires et des produits agricoles. Une vision à long terme et un énoncé sur l'orientation stratégique peuvent aider à guider le repositionnement ou le changement nécessaire.

L'ICPA croit qu'il est temps que le secteur fasse quelque chose d'inusité et d'énergique et a développé une vision et un énoncé sur l'orientation stratégique que le secteur pourra prendre en considération et que les ministres et hauts fonctionnaires du gouvernement pourront considérer et mettre en oeuvre.

La vision proposée est la suivante :

**« Agriculture et agroalimentaire,  
apporter des solutions qui contribuent à la qualité de vie des Canadiens et des Canadiennes »**

L'orientation stratégique est basée sur une vision selon laquelle l'industrie agricole et agroalimentaire canadienne apporte des solutions qui contribuent à la qualité de vie des Canadiens dans des domaines, tels que la santé, l'énergie et l'environnement. Six piliers soutiennent cette vision :

- La santé et le bien-être des Canadiens grâce à des aliments qui aident à prévenir les maladies et réduisent les coûts liés aux soins de santé des maladies chroniques;
- La santé et le bien-être des Canadiens grâce à un approvisionnement sain et sécuritaire d'aliments qui protègent contre les maladies infectieuses et réduisent les coûts liés aux soins de santé des maladies aiguës;
- Des pratiques de production durables afin de protéger et de sauvegarder l'environnement et les ressources naturelles, telles que l'eau, le sol et l'air;
- Des approches bio-économiques durables produisant des nutraceutiques, de l'alimentation animale, de l'énergie renouvelable, des fibres et d'autres bioproduits;
- Une différenciation sur le marché, basée sur les avantages naturels et climatiques;
- Possibilités attrayantes d'investissement dans le secteur.

Il doit y avoir de l'action par les stratégies et les initiatives pour atteindre le résultat souhaité. Toutes ces initiatives ont des implications sur le cadre politique et de réglementation qui influencera les actions et les prises de décisions par les participants du secteur. Les initiatives stratégiques proposées pour faire un pas vers la vision sont de :

- Encourager l'innovation et la commercialisation de nouvelles technologies;
- Surmonter efficacement les plus grandes faiblesses et obstacles de réglementation;
- Bâtir sur les avantages naturels et les forces du secteur agroalimentaire;
- Améliorer la santé des Canadiens par les aliments;

- Rencontrer les demandes locales d'aliments;
- Saisir les possibilités mondiales de manière stratégique;
- Différencier les marchés;
- Rencontrer les besoins de durabilité;
- Traiter les enjeux spécifiques au secteur agricole;
- Aider au repositionnement et au maintien de la capacité.

L'adoption de ces piliers stratégiques en tant que partie intégrante du cadre politique pour le secteur générera des bénéfices très positifs pour les agriculteurs, les industries agricoles, les entreprises alimentaires, le Canada rural et l'ensemble du Canada par la création d'un nouvel environnement opérationnel pour le secteur. Il est essentiel de retirer les anciennes barrières réglementaires et de créer un environnement plus propice à des exploitations agricoles rentables. De plus, le moment de poser de telles actions est critique puisque, dans l'environnement mondial actuel, les hésitations sont un signe de faiblesse et des actions en temps utile sont exigées; de nombreuses possibilités peuvent en effet être perdues à des compétiteurs mondiaux. Les fabricants d'aliments fonctionnels et de nombreux bioproduits s'installent là où les approbations de commercialisation sont rapides et les marchés sont facilement accessibles.

Les avantages de mettre la vision en œuvre par les piliers stratégiques et les stratégies, les politiques et les initiatives connexes sont clairs et évidents. Ces avantages sont clairs pour les agriculteurs lors des possibilités d'investissement et du marché émergent pour saisir le potentiel de productivité. De nombreuses possibilités d'affaires émergeront pour que les agriculteurs et les entreprises rurales aient du succès sur les marchés. Ces avantages sont aussi clairs pour les industries agricoles et les fabricants alimentaires, à mesure que le nouvel environnement opérationnel fournit d'importantes possibilités d'investissement dans de nouvelles technologies, de nouvelles industries et de nouvelles gammes de produits.

Une renaissance rurale devrait survenir au Canada en fournissant des possibilités et une qualité de vie au Canada rural. La base de cette renaissance rurale est l'étendue des nouvelles possibilités créées pour les agriculteurs et les entrepreneurs du Canada rural. Des exploitations agricoles rentables, des usines de traitement de biomasse situées à proximité de la production primaire peuvent renouveler la vigueur économique dans plusieurs secteurs ruraux à travers le Canada.

La science et la technologie, et l'innovation et l'adaptation qui en découlent, amélioreront la santé et la qualité de vie de tous les Canadiens et rehausseront la gérance de l'environnement, tout en créant des possibilités pour les entreprises canadiennes. Le suivi de ce cheminement stratégique fournit une bonne raison d'investir dans le secteur, car il propose des solutions à tous les Canadiens, que ce soit comme produits alimentaires, produits industriels ou énergie renouvelable.

Le coût de la complaisance et de l'inaction est trop élevé pour ne pas agir. L'inaction des décideurs et du secteur n'est pas une option. L'inaction ou le statu quo signifient seulement que le secteur agricole en général déclinera et ne participera pas à la bio-économie. Les dollars d'investissement seront attirés à l'extérieur du secteur et le Canada rural ne bénéficiera pas de la bio-économie émergente. Le Canada peut être un chef de file de la bio-économie, mais, dans ce dessein, les faiblesses et les obstacles réglementaires qui retardent la croissance doivent être traités.

Atteindre la vision exige des investissements et, encore plus important dans le monde entier, il demande d'attirer des capitaux dans le secteur agroalimentaire canadien, par rapport aux autres secteurs et que ces capitaux soient investis dans d'autres pays, tels que les États-Unis, en raison de la taille de son marché et d'un environnement de réglementation plus réceptif.

Un objectif très important de la prochaine génération de politiques agroalimentaires doit être de faire du Canada un endroit attrayant pour investir par rapport aux autres secteurs concurrents. Cela doit être une partie fondamentale de l'environnement politique et comprendre les actions essentielles pour éliminer les faiblesses du Canada, incluant les nombreuses réglementations ancrées dans le passé. C'est seulement en agissant ainsi que le Canada pourra atteindre cette vision pour l'agriculture, les produits agricoles et les secteurs alimentaires, incluant de nouvelles possibilités et de la rentabilité pour le secteur agricole primaire, des citoyens en meilleure santé, le service aux marchés mondiaux à créneaux basés sur l'avantage canadien ainsi qu'une offre durable et saine d'aliments, créant ainsi le fondement d'une renaissance rurale canadienne.



# 1.0 Repositionnement du cadre de la politique agricole

Un changement fondamental est requis dans le cadre politique et réglementaire affectant les secteurs agricoles, alimentaires et agroalimentaires. Ce besoin a été souligné par l'ICPA dans deux rapports diffusés antérieurement<sup>1</sup> et a été confirmé par les participants au Forum de l'ICPA tenu en février 2006<sup>2</sup> « Exploration de nouvelles orientations pour le secteur agroalimentaire ». Les implications politiques développées par l'ICPA en tant que matériel pour le forum, qui soulignent aussi le besoin d'un repositionnement, sont présentées à l'annexe 1.

Une vision à long terme et un énoncé sur l'orientation stratégique devraient guider tout repositionnement ou changement. Le développement d'un tel énoncé pour guider et permettre le changement a été initié par l'ICPA lors du Forum de février 2006. De plus, l'impératif d'un tel changement n'a fait qu'augmenter alors que l'environnement opérationnel affectant les secteurs agricoles, alimentaires et des produits agricoles continue de changer. Conséquemment, l'ICPA, dans son rôle d'agent de changement du secteur politique, a décidé de diffuser le présent document Aller de l'avant vers la nouvelle vision de l'agriculture canadienne au moyen d'actions. Le développement de ce document était soutenu par trois autres documents qui ont été préparés pour l'ICPA<sup>3</sup>, par un atelier auquel participaient des représentants de divers volets des secteurs agricoles, alimentaires et des produits agricoles.

Dans ce contexte, le présent rapport offre une vision ou une orientation stratégique que le secteur doit prendre en considération, une indication d'un possible environnement opérationnel futur pour le secteur et aussi plusieurs stratégies et initiatives qui sont nécessaires pour atteindre les résultats escomptés. Tel qu'il sera noté dans le présent rapport, en agissant sur ces initiatives le secteur agricole peut être un fournisseur de solutions pour les Canadiens et la base d'une renaissance rurale. De même, si des actions ne sont pas entreprises pour traiter la situation actuelle et les faiblesses qui nuisent au secteur, alors, en toute probabilité, le secteur et le Canada rural entameraient une ère de déclin à long terme.

Un secteur agricole et des industries agroalimentaires favorables aux investissements permettront au secteur de présenter des solutions valables aux Canadiens et de fournir le fondement d'une renaissance rurale. Nous espérons que le présent document contribue au dialogue et à des prises de décisions sur l'avenir du secteur et de la prochaine génération de politiques.

## 1.1. Inventaire – le besoin de changement

Le secteur agricole doit fonctionner dans le présent et anticiper l'avenir. Un excellent survol des facteurs conjoncturels et de l'environnement opérationnel actuel affectant le secteur de la production est fourni dans le rapport de l'ICPA de novembre 2005 intitulé « Les facteurs touchant les perspectives actuelles et futures du revenu agricole » et les communications commandées connexes. Un thème important est le besoin de changement et de directives dans le cadre d'une vision pour le secteur.

---

<sup>1</sup> Celles-ci comprennent un rapport de novembre 2005 « Comprendre les facteurs touchant les perspectives actuelles et futures du revenu agricole » et le rapport de février 2006 « Explorations de nouvelles orientations pour le secteur agroalimentaire », qui sont disponibles dans le site Web de l'ICPA au [www.capi-icpa.ca](http://www.capi-icpa.ca).

<sup>2</sup> Les comptes-rendus de ce forum sont disponibles dans le site Web de l'ICPA au [www.capi-icpa.ca](http://www.capi-icpa.ca).

<sup>3</sup> Ces documents sont (1) « Major Trends Impacting Farming and the Agri-Food Industry in the Future » préparé par John Oliver de Maple Leaf Concepts; (2) « Drivers of Change in the Canadian Agri-Food industry and Possible Future Scenarios », préparé par David Sparling, directeur exécutif de l'Institut des politiques agroalimentaires innovatrices et (3) « Change in the Agri-Food Sector: Use of Bilateral and Multilateral Trade Agreements » préparé par Peter Clark et Gord LaFortune de Grey, Clark & Shih (en anglais seulement).

Bien que ce ne soit pas une excuse pour conserver le statu quo, il faut noter que de nombreux agriculteurs gèrent des fermes rentables et productives. De telles exploitations agricoles existent dans chaque secteur producteur de biens et région du pays. Tel qu'il a été noté dans un précédent rapport commandé par l'ICPA, intitulé « Case Studies of Profitable Farm Operations »<sup>4</sup>, ces exploitations agricoles ne sont pas toutes des macro-entreprises agricoles, mais elles sont toutes exploitées avec une saine gestion et elles comprennent leurs contraintes de gestion qui affectent la croissance; puis elles travaillent activement à résoudre et-ou à développer leurs pratiques de gestion. D'autres données, fournies par l'ICPA dans ses rapports antérieurs, indiquent que de nombreuses exploitations agricoles sont rentables et qu'elles obtiennent de très bons résultats financiers. Ces agriculteurs sont des hommes d'affaires prospères.

Cette situation de revenu agricole rentable n'est toutefois pas le cas de toutes les exploitations agricoles; en effet, d'autres exploitations ne sont pas rentables et dépendent de sources de revenus secondaires pour soutenir le ménage. Cette dernière situation découle de diverses raisons, de la petite taille de l'exploitation, des piètres compétences en gestion, l'exploitation dans un marché de produits de base à la baisse, l'entrée dans une phase de déclin et la décision de ne pas investir dans l'exploitation, de l'atteinte des considérations du style de vie, l'agriculture à temps partiel afin de bénéficier des avantages fiscaux et financiers d'avoir le statut de producteur agricole.

Du côté des politiques et de la réglementation, une grande partie de la programmation et des politiques agricoles a malheureusement été consacrée au passé immédiat et au maintien du statu quo. Cette approche politique et de réglementation n'a pas aidé à résoudre les enjeux fondamentaux du secteur, elle a eu un effet négatif sur l'innovation et a nui aux changements. Conséquemment, le secteur agricole a passé de crise en crise espérant des fonds publics suffisants (par des subventions ou des programmes d'assurance partagés) pour que les agriculteurs demeurent solvables et en affaires.

## 1.2. La dure réalité à laquelle l'agriculture est confrontée

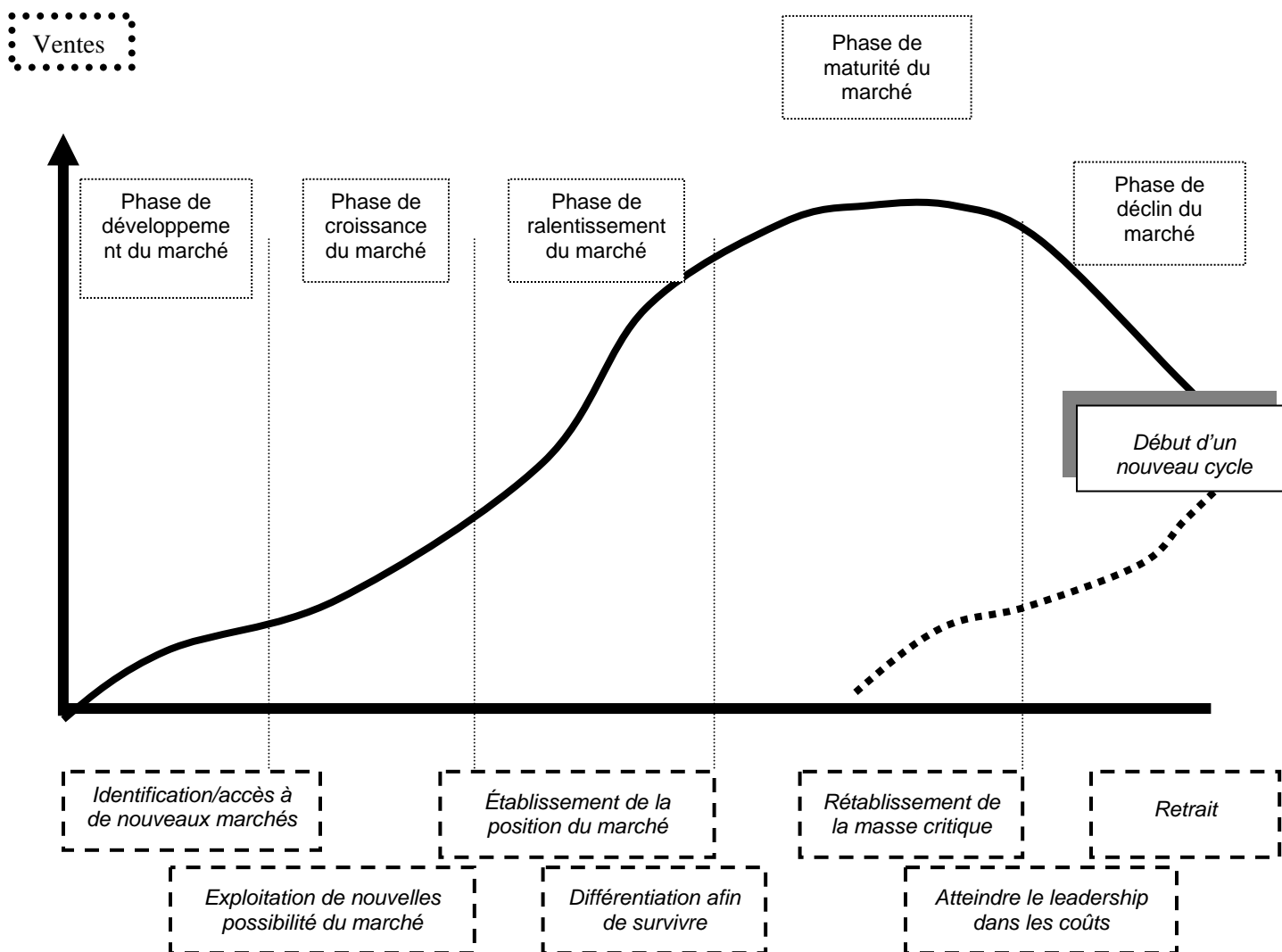
Au plan global, il existe une réalité qui affecte la production agricole dans toutes les économies développées, que ce soit au Canada, aux États-Unis, en Australie ou dans l'Union européenne. Cette réalité est le choix stratégique par rapport à l'équilibre entre le soutien public et les segments de l'industrie agricole et alimentaire qui sont à une phase de maturité ou de déclin en relation avec le choix d'investir dans l'avenir par de l'innovation et une réponse aux nouvelles possibilités du marché.

Alors que l'économie évolue, les ventes dans certains segments du secteur agroalimentaire sont stables ou en déclin et les tendances dans les prix et les marges bénéficiaires plus serrées reflètent cette situation. Dans les industries en déclin, l'impératif commercial est de retirer des ressources de ce secteur; les entreprises qui restent deviennent alors les fournisseurs à faibles coûts (figure 1). La production de tabac est un exemple d'industrie en déclin.

---

<sup>4</sup> « Case Studies of Profitable Farm Operations » préparé par MeyerNorrisPenny et disponible dans le site Web de l'ICPA au [www.capi-icpa.ca](http://www.capi-icpa.ca) (en anglais seulement).

Figure 1 *Évolution des impératifs commerciaux et le cycle de vie des produits*



De plus, de nouvelles possibilités du marché créent de la croissance, une occasion pour des secteurs agricoles. Cela est survenu dans les années 1970, lorsque l'ancienne URSS a décidé d'acheter d'importantes quantités de blé sur le marché mondial. C'est aussi présentement le cas dans le marché actuel du maïs avec les incitations fournies par le gouvernement américain pour produire de l'éthanol et ainsi accroître sa sécurité énergétique. Cela devrait aussi être le cas à l'avenir en Chine avec l'émergence de la classe moyenne et son appétit pour une diversité de produits alimentaires. Tel que noté ailleurs, la croissance aura lieu dans certaines catégories de produits à mesure que les liens entre les aliments consommés et la santé et le bien-être globaux sont mieux compris.

Que ce soit dans de nouveaux marchés, de nouvelles technologies ou de nouveaux procédés, l'innovation est un fondement de la croissance des secteurs de l'agriculture, des produits agricoles et de l'alimentation.

### 1.3. Choix stratégiques pour les entreprises qui choisissent de faire partie d'une industrie

Lorsqu'une industrie parvient à une phase de maturité, plusieurs entreprises peuvent décider de ne rien faire et de constater le resserrement du prix, du coût ou des marges bénéficiaires. Il s'agit du choix du modèle de ne rien faire ou du « statut quo », ce qui peut constituer une décision rationnelle pour certains producteurs. Toutefois, plusieurs entreprises proactives dans une telle industrie adoptent l'un ou les deux choix stratégiques.

#### Choisir un modèle d'entreprise à l'intérieur d'un secteur

Le premier choix stratégique est de demeurer dans l'industrie et d'entreprendre une ou plusieurs des actions suivantes :

- différencier afin de survivre;
- avoir suffisamment de masse critiques (ou échelle);
- être le fournisseur à faibles coûts.

Par exemple, un producteur de blé peut se différencier en produisant du blé organique; il peut devenir important en se joignant à un groupe de vente pour avoir accès à des marchés à grande échelle ou en investissant dans des approches qui permettent à l'exploitation d'être un fournisseur de blé à faibles coûts au moyen d'innovation et de technologies qui abaissent le profil des coûts.

#### L'innovation pour créer de nouvelles possibilités

Le second choix stratégique est que ces entreprises investissent dans les innovations et les technologies afin de développer de nouvelles possibilités du marché. L'émergence de l'industrie de légumes de serre par d'anciens producteurs de légumes de grande culture et des fournisseurs de fleurs de serre est un exemple. À une échelle plus grande, la venue du canola et le récent positionnement du lin en tant que nutraceutique, comme source de fibres pour de nombreux matériaux de construction et comme ingrédient en alimentation animale est un autre exemple de l'utilisation des technologies pour accéder à de nouvelles possibilités du marché.

Pour les compagnies qui n'adopteront aucune de ces approches alors le resserrement des prix et des coûts continuera et les rendements par rapport aux ressources employées diminueront. Pour certains exploitations, les sources de revenus non agricoles sont garanties afin d'assurer des revenus familiaux adéquats.

La politique agricole traditionnelle a généralement soutenu le statu quo dans les secteurs matures par le soutien des prix et/ou le soutien d'une notion de marge bénéficiaire brute. Prises par elles-mêmes, de telles approches ne fournissent pas de nouvelles possibilités du marché qui sont rendues disponibles par les investissements, l'entrepreneuriat et l'innovation. L'innovation exige un axe différent en matière de politique, qui fournit une structure incitative pour l'investissement en innovation, la découverte scientifique, la commercialisation des découvertes, l'adoption de nouvelles technologies et l'adaptation de technologies connues à de nouvelles applications.

#### L'exploitation agricole à part entière - un modèle d'entreprise

L'agriculture primaire comprend au moins 150 000 unités commerciales indépendantes lorsque l'on tient compte des exploitations agricoles de plus de 10 000 \$ en revenus bruts. Toutefois, plus des trois quarts (77 %) de ces exploitations représentent un quart (25,5 %) de la production agricole; ce sont des exploitations agricoles qui ont un revenu brut inférieur à 250 000 \$. Les autres 23 % des exploitations agricoles, soit moins de 40 000

exploitations, produisent 74,5 % de la production.<sup>5</sup> De plus, en 2004, moins de 15 000 exploitations agricoles avaient des ventes supérieures à 500 000 \$, ce qui pourrait générer des profits nets de 75 000 \$ en se basant sur une marge bénéficiaire nette de 15 %. Selon de nombreuses exploitations commerciales modèles à part entière, ce volume de ventes représente un minimum exigé pour générer un revenu raisonnable pour soutenir un ménage, après avoir tenu compte des dépenses d'exploitation.

La plupart des exploitations agricoles qui ont des ventes inférieures à 250 000 \$ par années fonctionnent selon un modèle d'entreprise à temps partiel, avec un revenu en dehors de l'exploitation comme autre source de revenu. Quelques-unes de ces exploitations sont basées sur le modèle d'utilisation de l'exploitation agricole pour améliorer leur position financière à long terme alors que d'autres exploitations à temps partiel qui étaient auparavant une exploitation à temps plein n'ont pas choisi l'une des stratégies mentionnées ci-dessus et dépendent donc d'une source de revenu extérieure à l'exploitation pour conserver une exploitation agricole. De plus, certaines de ces exploitations dont les ventes sont inférieures à 250 000 \$ sont des entreprises exploitées par des producteurs semi-retraités qui continueront l'exploitation jusqu'à ce qu'ils prennent leur pleine retraite.

À l'avenir, les exploitations agricoles continueront à présenter ces deux types d'exploitation – toutefois, les innovations et les nouvelles approches commerciales auront tendance à se faire sur les exploitations plus grosses et à temps plein.

## 1.4. Une orientation stratégique pour le secteur agroalimentaire

Il est habituellement très difficile d'obtenir que des parties intéressées s'engagent à développer des stratégies à long terme, s'étendant par exemple sur une période de 10 à 15 ans. Cet état de choses est en parti dû à un resserrement continu des prix et des coûts qui affecte la majorité des agriculteurs. Tous, les agriculteurs, l'industrie agricole, les gouvernements fédéral et provinciaux (qui sont aussi pris dans un resserrement des coûts), réalisent que quelque chose doit changer. Plusieurs discussions et de nombreuses consultations ont été tenues sur les changements à apporter et les stratégies à mettre en œuvre, mais sans toujours obtenir d'accord. Le gouvernement fédéral, en collaboration avec les provinces et les territoires, tient actuellement des consultations pour aider à définir la « prochaine génération » de politiques agricoles et agroalimentaires.

C'est maintenant le moment pour que le secteur agroalimentaire entreprenne quelque chose d'inusité et d'énergique – ce qui ne se fait pas souvent en agriculture. Il est maintenant temps de développer une vision à long terme et une orientation stratégique qui mobilisera le cœur, l'esprit et le porte-monnaie des divers intervenants de l'industrie. C'est le bon moment de développer une stratégie que tous les intervenants peuvent adopter et soutenir.

En recherchant une stratégie inusitée et énergique, il doit y avoir entente sur certains faits fondamentaux importants actuellement et il faut développer un plan basé sur certaines tendances et hypothèses concernant l'avenir. Il est présumé que tout le secteur agroalimentaire peut s'entendre sur les faits sous-jacents suivants :

- Le statut quo actuel n'est pas durable à long terme ni financièrement possible dans l'avenir;
- Il faudra des possibilités plus rentables pour que les agriculteurs continuent d'investir dans leurs exploitations rurales du Canada rural;
- Le Canada a été un chef de file dans la production de biens spécifiques mis en marché à travers le monde, mais il est à la merci d'une surproduction globale et de pressions coûts/prix constantes imposés au producteur primaire, l'agriculteur;

<sup>5</sup> Selon le Profil de l'enquête financière sur les fermes de 2004 de Statistique Canada

- La mondialisation est réelle et présente partout. Le Canada ne peut ériger d'obstacles au commerce ni de barrières de réglementation pour se protéger contre la mondialisation. Le Canada doit être agressif et développer une valeur durable qui peut être défendue à travers le monde;
- Les coûts liés aux soins de santé au Canada continueront d'augmenter et constitueront la priorité absolue du gouvernement, alors que les secteurs agricole et alimentaire ont la possibilité d'offrir des solutions qui peuvent réduire les coûts liés aux soins de santé par les aliments fournis aux Canadiens;
- L'investissement est effectué pour les possibilités futures et en ne préservant pas le statut quo douteux. La bio-économie intensive, axée sur le savoir, est réelle et présente aujourd'hui, et, dans le futur, elle créera potentiellement une nouvelle valeur importante pour l'agriculture;
- Il faut régler la douleur actuelle et, en même temps, traiter des possibilités futures indiquées par la bio-économie. Réussir sur ces deux points exigera de nouvelles stratégies, de nouvelles personnes et des idées innovatrices. La douleur actuelle et les possibilités futures doivent être traitées en même temps.

Dans ce contexte, l'ICPA relève le défi d'aider ce processus de développement d'une vision et d'une orientation stratégique pour le secteur agroalimentaire afin de guider les changements qui non seulement seraient bénéfiques aux agriculteurs et aux collectivités rurales mais qui améliorerait la qualité de vie de tous les Canadiens en autant que l'agriculture et l'alimentation pourraient fournir des solutions.

Une orientation stratégique pour le secteur agricole et agroalimentaire, appuyée par l'ICPA, est illustrée à la figure 2 (à la page suivante). Cette orientation stratégique est basée sur la vision que l'industrie agricole et agroalimentaire canadienne fournit des solutions qui contribuent à la qualité de vie des Canadiens dans des domaines, tels que la santé, l'énergie et l'environnement. Cette vision est basée sur les possibilités disponibles au secteur ainsi qu'aux forces uniques du secteur agroalimentaire canadien.

Cette contribution à la qualité de vie est soutenue par six piliers :

### **La prévention des maladies par les aliments**

Le premier pilier comprend la santé et le bien-être des Canadiens grâce à des aliments qui aident à prévenir les maladies et qui réduisent les coûts liés aux soins de santé. Ce faisant, de nouvelles possibilités sont créées pour les producteurs primaires.

### **Un système d'approvisionnement des aliments sain et sécuritaire qui protège contre les maladies infectieuses**

Le deuxième pilier consiste à édifier encore plus sur les modes d'approvisionnement des aliments sécuritaires afin d'être mieux protégé contre les intoxications alimentaires et les maladies infectieuses. Cela découle de la force du système canadien de traçabilité du secteur canadien et conduit à de moindres coûts liés aux soins de santé pour les citoyens et les clients mondiaux.

### **Une production durable qui protège nos ressources naturelles**

Les deux autres piliers, aussi importants l'un que l'autre, sont associés à la durabilité et à la bio-économie. Le troisième pilier rehausse la qualité de vie en protégeant et en sécurisant les ressources naturelles, telles que l'eau, l'air, le sol et notre environnement global ainsi que le développement du secteur rural. De plus, dans certains marchés, il existe une demande pour des aliments locaux pour une meilleure durabilité. La production durable aide à développer les secteurs ruraux canadiens.

## La durabilité par la bio-économie

Le quatrième pilier contribue à la qualité de vie en se servant des avantages de la bio-économie pour fournir des aliments, des attributs aux aliments et des nutraceutiques, de l'énergie et des carburants, des fibres et des matériaux de construction ainsi que d'autres produits biologiques qui ont des applications en alimentation, humaine et animale, et dans l'industrie. L'agriculture primaire fournit des produits de la biomasse renouvelables spécifiques allant jusqu'à des bio-références pour une production durable des nombreux produits qui constituent un ajout pour la qualité de vie des Canadiens, sans dégrader l'environnement.

## Optimisation des avantages naturels du Canada

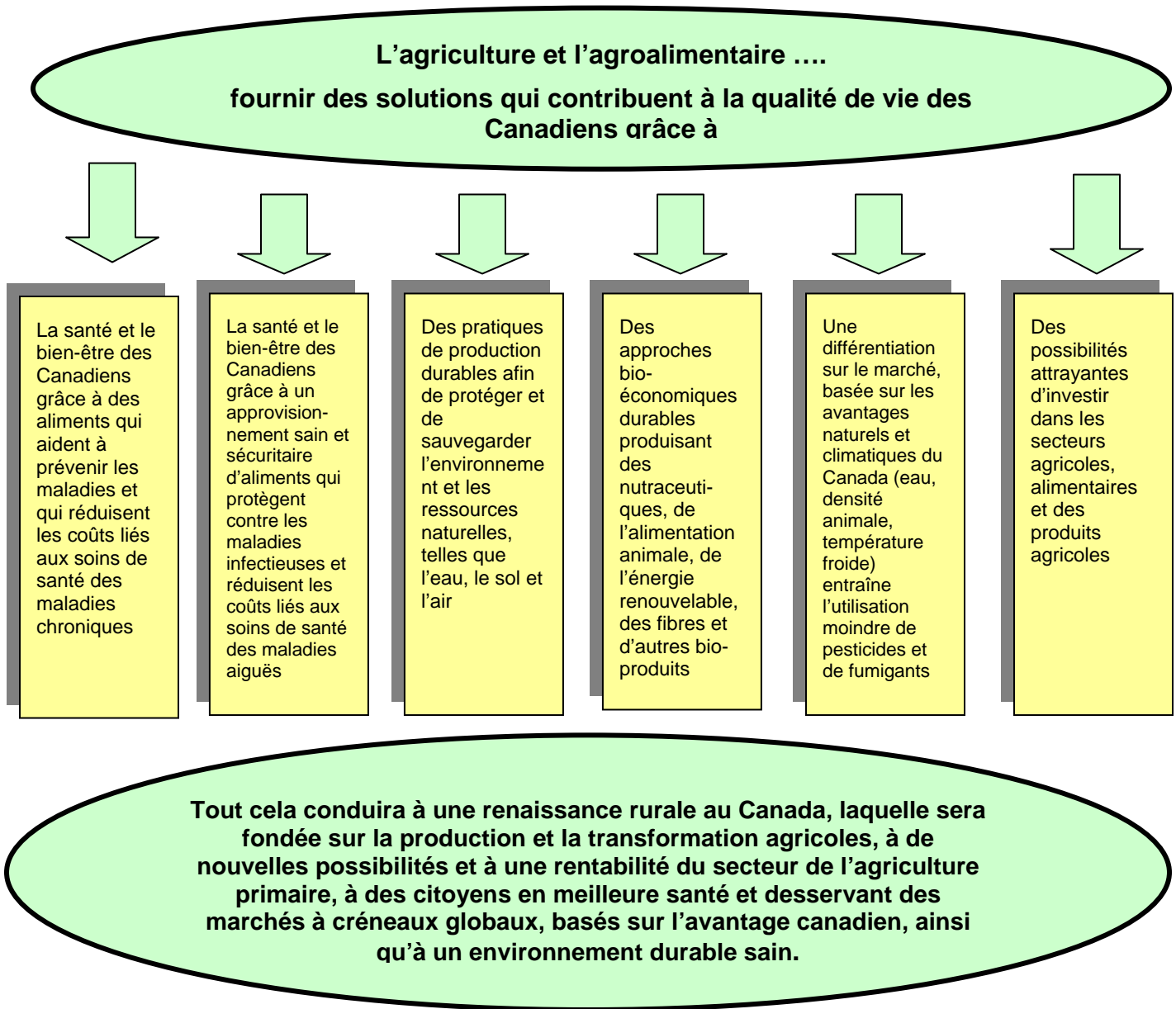
Le dernier pilier, qui soutient tous les autres, signifie que la qualité de vie est rehaussée par le secteur agricole et agroalimentaire qui développe ces solutions de santé et de durabilité basées sur notre avantage naturel. La géographie du Canada, ses sols, son approvisionnement en eau et son climat fournissent des avantages naturels qui ne peuvent être facilement reproduits, fournissant des avantages durables différents des autres pays fournisseurs concurrentiels. Par exemple, le climat canadien, avec ses hivers froids, donne lieu à un faible recours aux matériaux de protection des cultures par rapport aux climats plus chauds. Certaines cultures ont un rendement supérieur dans le climat canadien, par exemple, le lin dans les prairies, les canneberges à proximité de nos bassins d'eau douce ou la truite dans nos vastes cours d'eau douce. Ces mêmes produits alimentaires fournissent aussi des avantages importants pour la santé; de plus, dans bien des cas, la plante entière peut être utilisée sur le marché pour de la nourriture, de l'alimentation animale, des combustibles et des fibres. Cette différenciation s'applique aussi à nos chaînes d'alimentation sécuritaires selon lesquelles les consommateurs à travers le monde peuvent être assurés de la durabilité des pratiques canadiennes de production, de traitement et de logistique pour fournir un approvisionnement alimentaire sain et sécuritaire en provenance du Canada.

## Possibilités attrayantes d'investissement dans le secteur

Le dernier pilier souligne la nécessité d'avoir un climat d'investissement attrayant à tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement, que ce soit dans la production primaire, la transformation des produits agricoles en aliments pour animaux, en fibres, en énergie renouvelable et autres bio-produits ou la fabrication de produits alimentaires. Les possibilités d'avantages dans les marchés spécifiques attireront les capitaux nécessaires. Un climat d'investissement attrayant implique aussi des réglementations et un climat réglementaire qui sont favorables aux investissements et à l'innovation dans le secteur canadien. Sans de telles exigences de base, il ne sera pas possible d'obtenir les niveaux nécessaires d'investissement et d'innovation. Le secteur agroalimentaire canadien doit représenter une possibilité d'investissement attrayante afin de faciliter la commercialisation des nouvelles technologies et des nouveaux produits au Canada. Sans un climat d'investissement attrayant, la vision sera difficile à atteindre.



Figure 2 La vision pour l'agriculture et l'alimentation et les piliers de l'orientation stratégique



Ce pilier soutient la mise en marché et les ventes mondiales de produits agroalimentaires canadiens avec l'avantage canadien qui satisfait les exigences des marchés à créneaux à travers le monde. Les exportations agroalimentaires contribuent grandement à l'activité économique canadienne.

## 1.5. Le nouvel environnement opérationnel

L'adoption de ces piliers stratégiques, dans le cadre des politiques sectorielles, bénéficiera grandement aux agriculteurs, aux industries agricoles, aux compagnies alimentaires, au Canada rural et pour tout l'ensemble du Canada par la création d'un nouvel environnement opérationnel pour le secteur.

Premièrement, et avant tout, cela signifie plus de choix pour les agriculteurs et de nouvelles possibilités d'investissement ainsi qu'un plus grand nombre de marchés offrant à leur tour une meilleure rentabilité. De nombreuses possibilités d'affaires rentables émergeront pour les agriculteurs et les entreprises rurales.



Pour les industries agricoles et les transformateurs d'aliments, le nouvel environnement opérationnel fournit d'importantes possibilités d'investissement dans les secteurs des nouvelles technologies, des nouvelles industries et des nouveaux produits.

Ce qui est très important est que cet environnement opérationnel, créé par le virage politique et réglementaire suggéré, entraînera une renaissance rurale canadienne. Le fondement de cette renaissance rurale est la plage de nouvelles possibilités créées pour les agriculteurs et les entrepreneurs du Canada rural. Des exploitations agricoles et des usines de transformation de la biomasse rentables situées à proximité de la production primaire peuvent créer une nouvelle vigueur économique dans de nombreuses régions rurales à travers le Canada.

Enfin et surtout, la mise en place de ces piliers stratégiques de la vision entraînera des citoyens en meilleure santé et un environnement sécuritaire durable dont tous les Canadiens pourront profiter. Le bien-être global des citoyens s'accroît et les coûts liés aux soins de santé peuvent être diminués.

### **L'innovation soutient l'orientation stratégique de la vision**

Alors que l'innovation est un élément clef du choix disponible pour les entreprises, il sert aussi de filet de sécurité à chacun des cinq piliers d'orientation stratégique qui soutiennent la vision. L'innovation, la science, l'adaptation des connaissances et de la technologie sont requises pour pleinement consolider les liens entre la nourriture et la santé, développer des pratiques de production durable, faire avancer la bio-économie et s'appuyer sur les forces et les avantages naturels actuels du Canada tout en s'assurant que les approvisionnements alimentaires ne sont pas un vecteur de maladies infectieuses.

Les stratégies et les actions suggérées pour atteindre la vision sont soulignées au prochain chapitre. L'orientation stratégique proposée, fondée sur la force, les possibilités et les tendances clefs du Canada,<sup>6</sup> reflète l'environnement opérationnel désiré pour l'agriculture. L'environnement opérationnel sera affecté par les tendances globales; quelques-unes des tendances globales qui touchent le secteur agroalimentaire canadien sont soulignées dans l'annexe III. D'autres facteurs qui doivent être pris en compte sont discutés dans l'annexe IV, incluant les considérations commerciales. Les faiblesses qui doivent être surmontées afin de réaliser la vision sont notées dans l'annexe V et, finalement, les forces du secteur, qui représentent des possibilités sur lesquelles la différenciation peut être basée sont notées dans l'annexe VI. Ces annexes dressent un profil de l'environnement qui formera les stratégies proposées.

---

<sup>6</sup> Une liste des facteurs clés est fournie dans l'annexe II.

## 2.0 Stratégies nécessaires pour atteindre le résultat escompté

Les stratégies utilisées pour atteindre la vision et l'orientation stratégique connexe doivent être centrées sur les tendances clefs et les possibilités connexes, les autres enjeux auxquels le secteur doit faire face, les forces du secteur qui devraient être optimisées et doivent aussi traiter les faiblesses du secteur. Parallèlement, certaines stratégies seront requises pour s'assurer que le capital humain, les capacités et les investissements nécessaires restent dans le secteur alors que le secteur s'enlène sur la vision et l'orientation stratégique connexe.

Les stratégies dont le secteur agricole et les deux niveaux de gouvernement<sup>7</sup> doivent tenir compte se retrouvent dans les domaines suivants :

- Encourager l'innovation et la commercialisation de nouvelles technologies;
- Surmonter efficacement les plus grandes faiblesses et obstacles de la réglementation;
- Bâtir sur les avantages naturels du Canada et les forces du secteur agroalimentaire;
- Améliorer la santé des Canadiens par les aliments;
- Rencontrer les demandes locales d'aliments;
- Saisir les possibilités mondiales de manière stratégique;
- Différencier les marchés;
- Rencontrer les besoins de durabilité;
- Traiter les enjeux spécifiques au secteur agricole;
- Aider au repositionnement et au maintien de la capacité.

### 2.1. Encourager l'innovation et la commercialisation de nouvelles technologies

#### Des incitatifs et des subventions pour des investissements qui développent la bio-économie

Le capital est attiré vers des secteurs de forte rentabilité. Un exemple est le taux élevé d'investissement pour la sécurité énergétique aux États-Unis, manifesté par les usines d'éthanol; cet investissement est encouragé par les taux de subvention intéressants payés au litre. Cette stratégie met en valeur les capacités dans les secteurs jugés importants par le pays. La bio-économie fait partie de l'avenir du Canada et le soutien gouvernemental à des niveaux stimulants attirera les investissements requis. L'octroi de subventions pour attirer les capitaux nécessaires devrait dépendre du besoin de recherche de base, par rapport à la commercialisation d'une découverte ou à des investissements dans la capacité des bio-raffineries. Le soutien gouvernemental peut être exprimé en considérations fiscales (p. ex. des amortissements plus rapides, des taux de taxation inférieurs, etc.), en concessions pour des types spécifiques d'activité scientifique, en garanties de prêts du gouvernement ou en subventions par unité de production. (niveaux fédéral et provincial)

---

<sup>7</sup> Le niveau gouvernemental qui doit s'impliquer pour exécuter la stratégie est indiqué à la fin de chaque stratégie de haut niveau.

## Les chercheurs universitaires détiennent les droits de propriété industrielle

Le Canada a de nombreux chercheurs établis dans ses universités ou ses centres de recherche gouvernementaux. Cette stratégie est conçue pour fournir aux chercheurs les incitatifs pour se concentrer sur des sciences qui ont une valeur commerciale, assujettie à la commercialisation en cours au Canada. Cela peut mener à des investisseurs qui se joignent à des chercheurs pour créer des compagnies qui apportent la science au marché.<sup>8</sup> (niveaux fédéral et provincial)

## La recherche gouvernementale se concentre sur les technologies de base et de source ouverte

De nombreux chercheurs de renom travaillent aussi dans les installations de recherche canadiennes. Les chercheurs gouvernementaux devraient axer la recherche sur ce qui bénéficie au grand public, tel que les technologies de base et de source ouverte qui supportent les forces du Canada et ses avantages naturels. De plus, l'administration de la recherche ne devrait pas se concentrer sur la protection de la propriété intellectuelle; elle devait plutôt percevoir la recherche en tant que source ouverte à l'intérieur du Canada, à partir de laquelle les autres chercheurs et les institutions privées peuvent bâtir des applications spécifiques. (niveaux fédéral et provincial)

## 2.2. Surmonter efficacement les plus grandes faiblesses et obstacles de réglementation

### Minimiser le fardeau des réglementations

Le fardeau des réglementations imposées aux producteurs peut être retiré de nombreuses façons. Minimiser le fardeau des réglementations et les coûts comprend une révision des réglementations actuelles et proposées ainsi que de leurs coûts et avantages, pour l'économie, la société et les producteurs et les transformateurs. Les réglementations lourdes à petits bénéfices doivent être amendées afin qu'elles soient moins lourdes et que les avantages de la réglementation ne dépassent pas les coûts. De plus, dans les cas où les réglementations présentent un grand bénéfice social, tel que pour l'environnement, les producteurs reçoivent une compensation pour atténuer le fardeau des réglementations et les coûts d'observation. Ces points devraient être considérés, car les agriculteurs ne peuvent pas refiler ces coûts dans les marchés puisque la plupart des produits agricoles ne sont pas déterminés par une méthode du coût de production majoré. (niveaux fédéral et provincial)

### Harmoniser les réglementations, les normes et les processus de réglementation avec les États-Unis.

Les processus de réglementation peuvent être harmonisés avec ceux des États-Unis pour les matériaux de protection des cultures, l'étiquetage et les additifs alimentaires. Des enregistrements/approbations peuvent se faire par des activités coordonnées et l'acceptation des données et des résultats des organismes américains. De plus, il faudrait continuer à avoir des normes minimales harmonisées pour les produits alimentaires, tout en reconnaissant que certaines compagnies et secteurs voudront peut-être utiliser leurs propres normes qui dépassent les normes minimales convenues. Cette stratégie est aussi requise pour aller de l'avant vers la nouvelle orientation stratégique d'améliorer le bien-être des Canadiens par l'alimentation, l'étiquetage et les informations sur la santé. (niveau fédéral)

---

<sup>8</sup> Il peut être noté que l'une des raisons pour lesquelles la région de Waterloo a un nombre élevé de nouvelles compagnies et de compagnies exemplaires ayant un lien avec l'Université de Waterloo est que ce sont les membres des facultés qui détiennent les droits de propriété et non l'université. RIM et son Blackberry n'est qu'un exemple.

## **Harmoniser les réglementations et les normes entre les provinces**

Il faut entreprendre des actions pour permettre le libre mouvement des produits agricoles entre les provinces; certaines réglementations provinciales nuisent toujours au libre mouvement de produits entre les provinces. Les provinces peuvent travailler ensemble pour retirer de telles réglementations provinciales qui restreignent les échanges entre les provinces. (niveaux fédéral et provincial)

## **Éliminer les illogismes de l'ALENA et établir un marché véritablement continental**

Cette stratégie est de s'assurer que le marché continental envisagé par les accords de libre échange est atteint afin de fournir des avantages à l'agriculture et aux aliments et ne pas être un désavantage concurrentiel. Il est nécessaire d'entreprendre des actions pour assurer un marché continental dans les intrants agricoles, ce qui comprend des actions sur l'harmonisation des réglementations. À l'intérieur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), il n'existe aucune entente sur les mesures phytosanitaires et ces questions doivent être également traitées dans la présente stratégie. (niveau fédéral)

## **Créer un environnement pour le développement de multinationales basées au Canada**

Plusieurs des autres stratégies proposées créeront un environnement opérationnel plus propice pour la croissance d'industries agricoles et de compagnies alimentaires multinationales basées au Canada. (niveaux fédéral et provincial)

## **Aligner les activités de ciblage et d'investissement au moyen d'une vision**

Les investissements et l'allocation des ressources peuvent être alignés avec une vision du secteur qui est acceptée par les décideurs clés. La vision et l'orientation stratégique proposées par l'ICPA doivent pouvoir être pris en considération par le secteur agricole et agroalimentaire et faire partie intégrante de l'environnement politique et du milieu de la réglementation affectant le secteur. (niveaux fédéral et provincial)

## **2.3. Bâtir sur les avantages naturels du Canada et les forces du secteur agroalimentaire**

### **Axer la recherche sur les cultures et les technologies des climats froids**

L'un des avantages naturels du Canada comprend les cultures des climats froids. Ces cultures présentent des avantages pour la santé (p. ex. le lin et les canneberges) et des recherches supplémentaires pourraient identifier d'autres avantages positifs pour la santé et la bio-économie. Avec cette stratégie, la recherche dans des institutions publiques se concentre sur les cultures des climats froids, leurs attributs, les avantages pour la santé, les nouvelles utilisations et les technologies de production connexes. De telles activités de recherche peuvent avoir un effet de levier sur un avantage canadien unique. (niveaux fédéral et provincial)

### **Rehausser le statu d'exempt de maladies par des mesures additionnelles de bio-sécurité**

Le Canada a la chance d'avoir des densités faibles de populations animales dans ses vastes étendues rurales; cela fournit un avantage naturel pour contrôler les maladies animales qui pourraient affecter la santé humaine. Ces stratégies consisteraient à utiliser des principes scientifiques pour assurer certains seuils de densité, des densités animaux/humains appropriées à proximité des centres urbains et l'implantation homogène des mesures de bio-sécurité et de traçabilité à travers le Canada. Par ces investissements, le Canada pourra optimiser cet avantage dans de nombreux marchés mondiaux. (niveaux fédéral et provincial)

## 2.4. Améliorer la santé des Canadiens par les aliments

### Financer la recherche sur la relation entre les aliments canadiens et la santé

Il faudra plus de recherche fondamentale sur la relation entre les aliments et la santé. Cette stratégie demande que la recherche soit axée sur les aliments canadiens, pour lesquels le Canada possède un avantage naturel, afin de permettre aux retombées de la recherche de demeurer au Canada. Des cultures, telles que le lin, l'avoine, l'orge, les canneberges, quelques cultures de choux, d'autres fruits et légumes entreposables, seraient incluses dans cette perspective stratégique. (niveaux fédéral et provincial)

### Programmes de promotion axés sur le bien-être et les aliments

Une autre orientation stratégique pour l'amélioration de la santé des Canadiens s'effectue par des programmes qui informent les citoyens des relations entre les aliments et la santé, et surtout sur les aliments qui sont plus uniques au Canada. Une partie de cette stratégie est de s'assurer que les réglementations sur l'étiquetage sont amendées pour permettre aux fabricants de produits alimentaires de fournir des informations concernant la santé aux consommateurs par des annonces, les emballages et des étiquettes de contenu. (niveaux fédéral et provincial)

### Un programme de santé animale axé sur la bio-sécurité et le confinement

Alors que le Canada a développé des programmes sur la bio-sécurité et la salubrité des aliments à la ferme, il reste encore du travail à faire pour s'assurer que les maladies infectieuses d'origine animale sont minimisées ou éliminées. Cela comprend plus de recherche sur la diffusion des maladies, les programmes de prévention, les procédures de manutention et encore plus d'emphase sur la bio-sécurité et le confinement. L'accent doit être mis sur ces deux derniers points et cela pourrait demander certaines approches de manutention des animaux et d'évacuation du fumier, basées sur les distances minimales de séparation. (niveaux fédéral et provincial)

## 2.5. Rencontrer les demandes locales d'aliments

### Programmes de promotion axés sur les aliments locaux

Il existe de plus en plus de possibilités pour que les agriculteurs fournissent des produits alimentaires cultivés et transformés localement aux consommateurs. Les gouvernements provinciaux sont bien positionnés pour concevoir et soutenir des programmes de promotion des aliments locaux; ces programmes sensibilisent le consommateur aux aliments locaux, dans des points de vente au détail ou les services d'alimentation. (niveau provincial)

### Forums de réseautage et centres de présentation

Afin de pouvoir capitaliser sur ces possibilités, il faut aussi des réseaux qui permettent la formation d'alliances entre les producteurs afin de s'assurer que l'approvisionnement n'est pas en rupture de stock et qu'un approvisionnement en continu est disponible pour livrer la promesse d'approvisionnement en aliments locaux, en tenant compte des variations saisonnières. Les forums de réseautage et les centres de présentation permettront aux détaillants alimentaires, aux entreprises de transformation et au producteur primaire de former un réseau et d'établir des ententes d'approvisionnements et/ou des alliances verticales stratégiques. Les deux niveaux de gouvernement peuvent faire en sorte que l'infrastructure requise est en place pour soutenir les réseaux alimentaires locaux. (niveaux fédéral et provincial)

### Une politique d'achat gouvernementale qui préconise l'achat d'aliments locaux

Une stratégie efficace est de s'assurer que les gouvernements et les organismes gouvernementaux (écoles, organismes d'État, institutions) mettent en œuvre et appliquent des politiques d'achat local. De telles initiatives

développeront l'infrastructure et la capacité de livrer des aliments locaux, saisonniers et entreposables, dans les marchés locaux. (niveaux fédéral et provincial)

## **2.6. Saisir les possibilités mondiales de manière stratégique**

### **Prolongation des accords commerciaux bilatéraux**

Le Canada perd sa place dans l'accès aux marchés en n'étant pas aussi dynamique à entériner des accords commerciaux bilatéraux que certains autres pays. Alors que d'autres exportateurs entérinent de tels accords, les échanges sont déviés du Canada et le potentiel de nouvelles possibilités est aussi perdu pour ces signataires. Une stratégie d'accord commercial bilatéral doit être poursuivie afin de s'assurer que le secteur agroalimentaire canadien retient et développe son accès aux marchés. (niveau fédéral)

### **S'assurer de livrer la marque de services Canada promise**

Pour positionner le secteur agroalimentaire canadien sur les marchés internationaux en tant que pays possédant un approvisionnement alimentaire sain et sécuritaire, et se préoccupant de l'environnement et de la durabilité, il faut que le Canada ait la capacité d'entreprendre de telles actions et de les maintenir. Cette stratégie exigera que l'infrastructure de base soit en place dans tout le système agroalimentaire pour ce qui est des programmes de salubrité des aliments, de traçabilité, de bio-sécurité, et de la mise en œuvre d'une stratégie de santé animale scientifique axé sur la prévention des maladies et le confinement ainsi que sur une production durable. (niveaux fédéral et provincial)

## **2.7. Différencier les marchés**

### **Dans les marchés mondiaux, positionner le Canada selon des attributs dérivables et durables**

Sur les marchés mondiaux, le Canada peut se positionner selon des attributs, tels que la qualité, l'intégrité, le respect des programmes de salubrité des aliments, la gouvernance de l'environnement et le fournisseur de produits uniquement canadiens (p. ex. le lin, le saumon, le sirop d'érable, l'amélanchier, etc.). D'autres points de positionnement sont des populations animales de faible densité et les implications de cette densité sur les maladies infectieuses, l'utilisation de l'eau douce, l'utilisation minimale de pesticides en raison du climat canadien. Grâce à cette stratégie de repositionnement basée sur quelques avantages canadiens, le Canada peut redéfinir certains segments du marché. La stratégie est que le gouvernement fédéral, conjointement avec l'industrie (fabricants et exportateurs de produits alimentaires), développe un message de positionnement. Ce message ferait partie d'un programme de communication durable dans les marchés clefs pour bâtir la position du marché selon la différenciation du marché. (niveau fédéral)

### **Chaînes d'approvisionnement sécuritaires et traçables**

Réaliser la promesse d'une image de marque Canada exige la mise en place de chaînes d'approvisionnement sécuritaires et traçables. Les stratégies doivent assurer que les produits exportés respectent à 100 % les programmes de salubrité des aliments à la ferme et au-delà de la ferme; il faut aussi que ces produits soient pleinement traçables pour que les consommateurs aient l'assurance du respect des protocoles à travers toute la chaîne d'approvisionnement. Un élément de cette stratégie est que le développement de cette infrastructure soit perçu comme un bien public et financé par les deux niveaux de gouvernement. (niveaux fédéral et provincial)

## 2.8. Rencontrer les besoins de durabilité

### **S'assurer que les pratiques de production conservent nos approvisionnements d'eau douce et salubre**

Il faut des stratégies et des programmes pour s'assurer que l'eau douce canadienne demeure un atout stratégique pour le Canada et le succès à long terme de l'industrie agroalimentaire. Cela nous assurera une position durable dans l'approvisionnement des aliments aux pays qui manquent d'eau douce propre. (niveaux fédéral et provincial)

### **Développer des infrastructures et des protocoles pour démontrer les pratiques durables**

Le Canada est un chef de file mondial pour assurer la durabilité environnementale grâce à des programmes, tels que les programmes de gestion des nutriments, les plans environnementaux en agriculture et les protocoles de protection des animaux. La production d'aliments de manière durable est un attribut exigé par de plus en plus de consommateurs; le Canada doit donc avoir une stratégie pour s'assurer que la production rencontre certaines normes minimales vérifiables. (niveaux fédéral et provincial)

## 2.9. Traiter les enjeux spécifiques au secteur agricole

### **Actions pour réduire les niveaux de subvention d'application locale aux États-Unis et dans l'Union européenne**

Par des forums multilatéraux, tels que l'OMC et autres forums, le Canada doit continuer à chercher et établir des coalitions avec d'autres pays qui ont des niveaux de soutien interne (incluant les programmes verts) réduits afin d'uniformiser les règles du jeu dans le secteur de production primaire. (niveau fédéral)

### **Changer les règles commerciales concernant les mesures commerciales et le soutien interne**

Actuellement, un importateur peut faire obstacle aux échanges en imposant un droit compensatoire sur les exportations canadiennes en raison des subventions canadiennes, lorsque le niveau des subventions dans le pays importateur est aussi élevé ou plus élevé qu'au Canada. Le Canada devrait poursuivre une stratégie bilatérale avec ses principaux partenaires commerciaux, tels que les États-Unis, afin de ne pas permettre des cas de droits compensatoires sur les produits agricoles et alimentaires lorsque le niveau de soutien interne aux secteurs est comparable dans chaque pays. Ce type d'entente devrait réduire les inquiétudes concernant les questions d'accès aux marchés dans les échanges commerciaux entre les États-Unis et le Canada. (niveau fédéral)

## 2.10. Aider au repositionnement et au maintien de la capacité

### **S'assurer que les programmes sont adéquats pour maintenir la capacité de production**

Il faut des stratégies pour s'assurer que la capacité de production du Canada est maintenue afin de permettre aux secteurs primaires et de transformation de répondre aux possibilités qui s'offrent. Ces stratégies ne devraient pas empêcher les ressources humaines et en capital de se retirer librement du secteur agroalimentaire, elles devaient toutefois permettre à ces importantes ressources de rester dans le cas de marchés décisionnels qui choisissent de demeurer dans le secteur pour la prochaine génération. (niveaux fédéral et provincial)

### **Investir à bâtir le capital humain**

Le capital humain est essentiel au succès de la nouvelle économie. Des stratégies sont requises pour permettre à la base nécessaire de capital humain de s'étendre dans toute la chaîne d'approvisionnement, que ce soit dans les laboratoires de recherche, en utilisant la technologie pour produire des produits primaires ou encore la technologie



pour transformer et emballer des produits primaires en des produits à valeur ajoutée, prêts pour les marchés. (niveaux fédéral et provincial)

### **Contenu minimal canadien à la vente au détail d'aliments**

La capacité productive du secteur agroalimentaire canadien doit être conservée pour le bien-être des Canadiens et de l'économie. Une stratégie qui assure que les détaillants et les responsables des services alimentaires ayant un minimum de contenu canadien (soit par des achats ou des unités de gestion de stocks) constituent un moyen de vérifier s'il existe une pression de la demande pour des produits alimentaires cultivés et fabriqués au Canada. Cela peut être un programme obligatoire ou un programme qui offre des crédits d'impôts pour certains niveaux de conformité. Un tel programme peut stimuler l'investissement en capacité de la même manière que le niveau minimum d'éthanol exigé dans les carburants. (niveaux fédéral et provincial)

### **Incitations pour des exigences minimales « vertes » dans les produits énergétiques et autres produits spécifiques**

L'investissement dans les technologies et les produits verts basés sur la biomasse se fera selon les initiatives initiées par les gouvernements. Ces incitations peuvent être des crédits d'impôt, des exigences minimales réglementées ou des subventions directes. Cette stratégie peut s'appliquer dans des domaines, tels que l'énergie, certains produits de consommation, des pièces d'automobiles spécifiques, certains types d'équipements, des matériaux de construction et les nouveaux bâtiments. (niveaux fédéral et provincial)

Si elles sont mises en œuvre, ces stratégies peuvent aider le secteur à atteindre la vision présentée au début du présent document. Il existe aussi des implications évidentes pour la prochaine génération de politiques agricoles et agroalimentaires, tel que souligné dans la prochaine section.



## 3.0 Implications et considérations

Les stratégies suggérées ont des implications directes sur la prochaine génération de politiques agricoles et agroalimentaires. Dans cette section, nous traiterons brièvement de ces implications.

### 3.1. Les avantages de l'action

Les avantages de l'action sur la mise en place de la vision par les piliers stratégiques ainsi que les stratégies, les politiques et les initiatives soulignées au chapitre précédent sont clairs et évidents. Ils sont clairs pour les agriculteurs lorsque des possibilités d'investissements et de marchés émergent pour saisir un potentiel de profit. Ces avantages sont aussi clairs pour les industries agroalimentaires et les fabricants de produits alimentaires grâce aux possibilités qui sont créées par le nouvel environnement opérationnel proposé. Une renaissance rurale surviendra au Canada fournissant possibilités et qualité de vie pour le Canada rural. La science et la technologie, et les innovations et adaptations qui en découleront, tout en créant des possibilités pour les entreprises canadiennes, amélioreront la santé et la qualité de vie de tous les Canadiens. La poursuite de ce cheminement suggéré fournit une bonne raison d'investir dans le secteur, car elle fournit des solutions à tous les Canadiens, que ce soit des produits alimentaires, des produits industriels, l'énergie ou au moyen de l'environnement.

### 3.2. Le coût de l'inaction et de la complaisance

Le coût de la complaisance et de l'inaction est trop élevé pour ne pas agir. L'inaction des décideurs et du secteur n'est pas une option. L'inaction ou le statu quo signifient seulement que le secteur agricole en général déclinera et ne participera pas à la bio-économie. En général, la santé globale du secteur de la production se fiera aux exportations des marchés des produits de base, signifiant que les coûts agricoles plus élevés du Canada doivent compétitionner avec une agriculture à moindres coûts, que ce soit en Amérique du Sud, en Europe de l'Est ou en Asie. L'inaction produira une situation intenable à long terme pour l'ensemble du secteur. Les dollars d'investissement seront attirés à l'extérieur du secteur et le Canada rural ne bénéficiera pas de la bio-économie émergente.

De plus, le Canada ne peut se permettre de prendre le deuxième plan et de ne pas créer le climat nécessaire pour l'implantation de la vision. Une solution de deuxième plan, qui permettrait au Canada de participer en marge de la bio-économie, fera en sorte essentiellement que le Canada soit un suiveur et non pas un chef de file dans une nouvelle économie qui est idéalement adaptée au Canada et à ses forces. Aucun investissement et innovation important ne se produira au Canada avec une approche de deuxième plan, qui limite le vaste potentiel. Le Canada peut diriger, mais pour cela, les faiblesses identifiées qui bloquent la croissance, particulièrement les obstacles réglementaires, doivent être traitées. Si elles ne sont pas traitées, les décideurs canadiens choisissent d'agir en deuxième plan et ainsi de ne pas prendre le rôle de chef de file dans la bio-économie.

### 3.3. L'engagement du secteur

La vision et les stratégies de soutien impliquent tout le secteur agroalimentaire, des découvertes scientifiques aux promoteurs de produits agroalimentaires. Cela exige un engagement de tout le secteur agroalimentaire pour fournir des intrants dans la prochaine génération de politiques agricoles et agroalimentaires. L'engagement doit aller plus loin par la croyance, l'engagement et l'acceptation de la vision et des stratégies pour s'assurer que les décisions concordent avec l'orientation suggérée pour le secteur agroalimentaire. Cet engagement est exigé de tous, par exemple des producteurs primaires, des fabricants de produits alimentaires et des organismes de réglementation.

Par conséquent, une consultation est requise entre tous les niveaux et les segments de la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire. Cela exige des intrants du secteur privé, incluant les grandes et petites entreprises de transformation ainsi que les organisations entrepreneuriales. Le secteur privé sera plus disposé à

fournir des intrants s'il croit que son intrant sera pris en considération et fera partie des prochaines actions – les ambivalences ne seront pas tolérées par le secteur privé.

### **3.4. Viser une mise en œuvre efficace des initiatives politiques**

Une considération fondamentale est qu'une stratégie n'est aussi bonne que son exécution. Cela s'applique à toute entreprise ainsi qu'à la politique gouvernementale. Une faiblesse du Cadre stratégique pour l'agriculture (CSA) était que, dans certains secteurs, le CSA avait peu de plans de mise en œuvre et, dans plusieurs cas, l'infrastructure en place était inadéquate pour livrer/mettre en œuvre efficacement les éléments du CSA. Cette faiblesse ne peut pas se répéter avec la prochaine génération de politiques agroalimentaires. Une action est requise en temps opportun.

Les stratégies suggérées contiennent des rôles et des responsabilités pour les deux niveaux de gouvernement. Dans plusieurs cas, ces responsabilités sont partagées, avec l'implication que les mécanismes faisant l'objet d'un accord sont requis pour une mise en œuvre et une application efficaces.

### **3.5. Le financement des programmes de la prochaine génération de politiques agroalimentaires**

La vision suggérée par l'ICPA et l'adoption des stratégies connexes proposées demanderont un nouvel équilibre des fonds publics du soutien direct aux programmes qui soutiennent l'innovation, créant plus d'infrastructure et de capacité, soutenant le développement des attributs de la chaîne d'approvisionnement et de la promotion. En agissant ainsi, le profil des déboursés du secteur agroalimentaire canadien se déplacera dans la même direction que l'Australie et les États-Unis.

### **3.6. Faire du Canada un pays d'investissement attrayant**

Pour atteindre la vision, il faut des investissements et, encore plus important dans un contexte de mondialisation, il faut attirer des capitaux dans le secteur agroalimentaire canadien par rapport aux autres secteurs et le capital investi dans d'autres régions comme aux États-Unis en raison de la taille de son marché et de l'environnement de réglementation plus réceptif.

Une orientation très importante de la prochaine génération de politiques agroalimentaires doit être de faire du Canada un pays attrayant pour investir par rapport aux secteurs concurrents. Cela devrait former une partie fondamentale de la politique et comprendre l'action absolument nécessaire d'éliminer les faiblesses réglementaires du Canada. Implicitement, cela exigera que les gouvernements fédéral et provinciaux aient une vision économique générale de la prochaine génération de politiques puisque d'autres bureaucraties gouvernementales sont impliquées, par exemple, la santé, l'environnement, l'industrie et le commerce ainsi que les échanges commerciaux. Ce n'est qu'en ce faisant que le Canada pourra atteindre cette vision pour les secteurs agricoles, alimentaires et des produits agricoles et créer ainsi le fondement d'une renaissance rurale canadienne.

## Annexe I Sommaire des implications politiques

Le document de discussion de l'ICPA de février 2006 « Explorations de nouvelles orientations pour le secteur agroalimentaire » soulignait les implications politiques associées à la situation actuelle dans le secteur agroalimentaire. Les implications sur la politique gouvernementale et les réglementations connexes ont été résumées dans ce document selon les thèmes suivants :

- Cibles des politiques gouvernementales;
- Accès aux marchés;
- Politiques, revenus agricoles et soutien;
- Innovation;
- Réglementations.

### Cibles des politiques gouvernementales

- L'attention et le soutien gouvernementaux devraient concerner toute la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire afin d'atteindre tous les avantages d'une chaîne d'approvisionnement agroalimentaire dynamique;
- Les politiques et les réglementations gouvernementales devraient soutenir l'innovation (adaptation des technologies existantes et découvertes scientifiques) à travers la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire;
- Les politiques gouvernementales doivent soutenir la R et D de base et la R et D appliquée pour résoudre les questions spécifiques de production agricole et accroître la productivité ainsi que les activités supplémentaires;
- Les dépenses gouvernementales dans le secteur agroalimentaire doivent être rééquilibrées. Il faut mettre plus d'emphasis dans les domaines qui encouragent la concurrence à long terme et la durabilité dans les domaines tels que l'application de la R et D pour améliorer la santé des cultures et des animaux. En établissant un nouvel équilibre, il faudra peut-être créer certains programmes pour faciliter le processus de transition;
- Il faut une politique gouvernementale progressiste pour développer et soutenir, au Canada, des marchés pour les produits non alimentaires, tels que les carburants renouvelables;
- Les décideurs gouvernementaux devraient prendre en considération la séparation des politiques agricoles (p. ex. le soutien de l'innovation) des politiques sociales rurales (p. ex. l'assurance emploi et les infrastructures sont disponibles dans le Canada rural) et aussi des politiques économiques et environnementales plus vastes (p. ex. le soutien des installations de biotransformation dans les régions rurales);
- Les ressources gouvernementales fournies dans le cadre de la politique agricole devraient être à l'avantage des agriculteurs commerciaux et non pour fournir de l'aide aux agriculteurs « style de vie » (à moins que cela ne soit une politique sociale / de développement rural explicite);

- Le gouvernement devrait prendre en compte une réévaluation de la question à savoir si certains services supplémentaires non fournis par les marchés sont requis; il devrait aussi se demander où il devrait investir pour soutenir les besoins des agriculteurs commerciaux.

### Accès aux marchés

- Les possibilités de marché intérieur comprennent les aliments transformés qui sont importés et non fabriqués au Canada;
- Le gouvernement devrait considérer mettre plus d'emphasis sur les ententes commerciales bilatérales comme moyen d'ouvrir les marchés aux exportateurs agroalimentaires canadiens;
- Le gouvernement canadien utilise des forums, tels que l'OMC pour réduire les subventions et améliorer les accès aux marchés;
- Le système de réglementation devrait faciliter le développement de nouveaux marchés et non pas restreindre l'accès aux produits et aux marchés (p. ex. par des restrictions sur les variétés et la génétique, les réglementations à l'usage des pesticides et des réglementations non harmonisées);
- Des programmes gouvernementaux pourraient être requis afin d'aider les agriculteurs à effectuer la transition vers de nouveaux systèmes de gestion (avec des protocoles de salubrité des aliments, de la traçabilité, des considérations environnementales) qui fournissent une différenciation sur les marchés (un avantage canadien) par des chaînes d'approvisionnement intégrées qui livrent des attributs de produits spécifiés et de l'information aux utilisateurs finaux;
- Le soutien gouvernemental pour les initiatives sur la chaîne de valeur devrait continuer, car ces initiatives rassemblent des segments de la chaîne d'approvisionnement pour discuter et résoudre les préoccupations de l'industrie et aussi collaborer aux initiatives;
- L'accès aux marchés peut être amélioré par des initiatives de soutien gouvernementales qui supportent la formation d'entreprises en participation et de coopératives de deuxième génération afin de fournir aux producteurs une masse critique pour qu'ils concluent des ententes (p. ex. des alliances stratégiques) avec les acheteurs et ainsi livrer selon les exigences du marché et/ou les activités de valeur ajoutée (p. ex. la transformation, la production de l'éthanol).

### Politiques, revenus agricoles et soutien

- Les perspectives de revenu agricole dépendent d'un secteur manufacturier de produits alimentaires et de transformation des aliments dynamique;
- Les politiques gouvernementales dirigées vers le secteur agricole devraient être basées sur l'agriculteur commercial et ses besoins (soutien de l'infrastructure, etc.);
- Les dépenses gouvernementales pour le soutien du revenu, par rapport à la stabilisation des revenus, sont contre-productives, car ces dépenses de soutien du revenu ne demeurent pas toutes dans le secteur agricole; l'effet net est plutôt que ces avantages augmentent avec les fournisseurs d'intrants et les utilisateurs des produits – de telles mesures de soutien du revenu accroissent le profil des coûts et peuvent réduire les rendements;
- Le niveau de paiements gouvernementaux directs aux producteurs devrait refléter le besoin d'allègement en cas de désastre et des fluctuations du revenu;

- La compensation du pouvoir sur le marché des agriculteurs à l'intérieur de la chaîne d'approvisionnement peut augmenter s'ils font partie des chaînes intégrées de valeur qui répondent aux exigences des utilisateurs finaux et par le biais d'initiatives globales des agriculteurs;
- Il faudrait prendre en considération des mesures alternatives pour consolider le revenu agricole lors de la formulation des politiques;
- Il faut pouvoir mesurer la rentabilité agricole pour aider la prise de décisions politiques;
- Les mesures officielles et les rapports sur les fermes devraient être basés sur un critère de taille minimum plus significatif que l'actuel >10 000 \$ de ventes.

## Innovation

- L'innovation peut améliorer les revenus agricoles lorsqu'elle ne peut pas être imitée dans les autres pays et qu'elle livre des avantages aux consommateurs par la chaîne de valeurs;
- Les innovations en aval de la ferme sont extrêmement importantes pour le secteur agroalimentaire en général;
- Les dépenses gouvernementales pour la recherche et le développement n'ont pas suivi la cadence des besoins ni des anciens niveaux de dépenses. Cette tendance doit être renversée pour fournir les investissements substantiels requis pour le secteur agroalimentaire;
- Les dépenses gouvernementales devraient être augmentées en R et D de base et en R et D appliquée dans les domaines qui soutiennent les stratégies de la chaîne d'approvisionnement du secteur agroalimentaire;
- La R et D exige des économies d'échelle et de telles activités et le financement par le gouvernement devraient être concentrés dans les centres d'excellence et les grappes industrielles;
- Les politiques gouvernementales peuvent faciliter l'innovation et la commercialisation de nouvelles technologies dans le secteur agroalimentaire par des mécanismes, tels que (1) les dépenses directes en R et D, (2) des politiques fiscales pour l'innovation, (3) un environnement réglementaire qui favorise l'innovation enregistrée au Canada et (4) des programmes qui résultent en la commercialisation de ces innovations au Canada;
- L'approche globale à l'innovation peut demander des changements pour permettre aux agriculteurs d'être de plus grands bénéficiaires de l'innovation. Cela pourrait se produire au moyen d'une contribution collective des agriculteurs à la R et D par des redevances d'innovation (contribution de l'agriculteur), ce qui leur permettrait d'accéder à la technologie à des coûts moindres; les propriétaires de la technologie seraient remboursés par une redevance nationale. La conception institutionnelle pourrait aussi changer; les coopératives agricoles recevraient ainsi des fonds pour l'innovation par la redevance des agriculteurs, donneraient la recherche à contrat et rendraient les technologies résultantes disponibles aux membres ou au secteur à un coût minime.

## Réglementations

- Les questions réglementaires sont critiques et elles doivent être traitées instamment conformément aux « réglementations intelligentes » et de façon à ne pas détruire (réduire) le revenu agricole;
- Les réglementations courantes et imminentes empêchent les agriculteurs de développer de nouvelles cultures et d'autres innovations pour satisfaire aux exigences du marché;

- Le système de réglementation doit accommoder les possibilités disponibles à l'industrie agroalimentaire (p. ex. les réglementations concernant l'étiquetage, les allusions à la santé, l'accès aux marchés);
- Le système de réglementation ne peut pas ajouter de coûts inutiles à la chaîne agroalimentaire (des fournisseurs d'intrants à la production primaire, jusqu'à la fabrication de produits alimentaires), mais doit encourager une industrie alimentaire concurrente;
- Certaines réglementations nuisent au secteur de transformation et retirent de la valeur de la chaîne agroalimentaire alors que d'autres réglementations ajoutent de la valeur en aidant le secteur à différencier les produits alimentaires;
- Le coût des réglementations sur le secteur agricole doit être mieux compris par les décideurs.

## Annexe II Facteurs clés affectant le futur environnement opérationnel

Un sommaire des facteurs clés (facteurs clés de succès, possibilités, tendances, faiblesses, etc.) qui affecteront le secteur agroalimentaire canadien au cours des 10 à 15 prochaines années est présenté ci-dessous.

### Facteurs de demande<sup>9</sup>

- La santé et le bien-être des individus et les liens avec les aliments;
- La bio-économie, le bio-raffinage des carburants, les fibres, les ingrédients, les aliments pour animaux, etc.;
- Le déplacement du pouvoir économique vers l'Asie;
- La tendance de la demande des consommateurs pour une production locale et naturelle;
- Les exigences du marché pour une chaîne d'approvisionnement sécuritaire, la bio-sécurité et la santé animale;
- Les négociations commerciales multilatérales, bilatérales et des accords commerciaux régionaux;
- La valeur du dollar canadien;
- La croissance de la demande pour des aliments domestiques en fonction de la croissance de la population et des données démographiques.

### Facteurs d'approvisionnement concurrents

- Mondialisation des produits et des marchés;
- Niveaux de subventions (soutien interne) aux États-Unis et en Union européenne;
- Volume et coût des approvisionnements alimentaires en provenance de l'étranger qui sont disponibles en Amérique du Nord.

### Facteurs canadiens de l'offre

- Disponibilité d'eau pour la production et la transformation des produits agricoles;
- Innovation et commercialisation de l'innovation / des technologies au Canada;
- Compréhension des avantages/désavantages canadiens.

### Facteurs structureux

- Absence de compagnies agroalimentaires multinationales basées au Canada;
- Manque de concentration et de vision pour attirer des investissements dans le secteur;

---

<sup>9</sup> Certains de ces facteurs peuvent aussi être contenus dans d'autres rubriques.

- Concentration du pouvoir économique dans la chaîne d'approvisionnement;
- Connectivité de la chaîne d'approvisionnement avec les consommateurs et les exigences des marchés;
- Alliances et réseaux stratégiques dans la chaîne d'approvisionnement;
- Économies rurales solides pour soutenir une économie de production agricole dynamique.

### **Facteurs de société (et de bien public)**

- La demande des sociétés pour la durabilité;
- Le lien entre l'environnement et la production alimentaire.

### **Facteurs gouvernementaux**

- Réforme de la réglementation et des règlements d'application dans la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire;
- Harmonisation des réglementations et des normes avec les principaux partenaires commerciaux;
- Dysfonctionnement des politiques canadiennes à l'intérieur de l'ALENA continentale;
- Compétence des gouvernements à subventionner les agriculteurs à des niveaux comparables à ceux des États-Unis.



## Annexe III Les tendances mondiales clés et les opportunités connexes

La vision et l'orientation stratégique doivent être fondées sur la direction future de la société et les tendances mondiales connexes significatives. Les tendances mondiales clés qui auront un impact sur la direction de la société au cours des 10 à 15 prochaines années comprennent :

- La mondialisation des produits et des marchés;
- Le déplacement du pouvoir économique vers l'Asie;
- La prépondérance de la « santé » dans les décisions quotidiennes de chaque individu sur la terre;
- La demande de durabilité de la part de la société;
- L'émergence de la bio-économie;
- La science et la technologie qui continuent de former le secteur.

Ces tendances mondiales importantes qui formeront notre secteur agroalimentaire sont discutées sommairement ci-après.<sup>10</sup>

### III.1 La mondialisation des produits et des marchés

La chute du mur de Berlin ainsi que la sensibilisation et l'acceptation rapides des technologies de l'information a amené le « village planétaire » dans chaque demeure à travers le monde. Comme l'a mentionné Thomas L. Friedman : « Le monde est plat ». Par la réduction des tensions entre des nations anciennement ennemies, telles que la Chine et les États-Unis, et un plus mouvement de libre-échange, les produits sont (et seront) fabriqués là où sont réunis naturellement la technologie, les bons ouvriers et les faibles salaires.

Ce phénomène a fait du Brésil le premier exportateur de fèves soja, de bœuf et de poulet. Grâce à la mondialisation, des pays tels que le Brésil, l'Inde et la Chine, deviendront des fournisseurs de plusieurs produits d'alimentation de base.

Des grands acheteurs, tels que Wal-Mart, établissent les normes et le prix des produits. La production en exclusivité mondiale est attribuée dans les régions du monde qui peuvent le mieux produire le produit de haute qualité et à faible coût. Les fournisseurs qui se concentrent dans les régions avoisinantes ne peuvent compétitionner et seront achetés par des compétiteurs mondiaux. L'accumulation de « masse » et le retrait de la concurrence sont devenus la stratégie opérationnelle des multinationales.

Certains facteurs soutiennent la tendance; ils comprennent :

- Moins de barrières commerciales;
- L'accès à une main-d'œuvre à bon marché devient l'élément clé de la décision des fabricants de produits;

---

<sup>10</sup> Cette section est largement inspirée d'une communication préparée pour l'ICPA par John Oliver de Maple Leaf Concepts et intitulée « Major Trends Impacting Farming and the Agri-Food Industry in the Future »; cette communication est disponible dans le site Web de l'ICPA au [www.capi-icpa.ca](http://www.capi-icpa.ca) (en anglais seulement).

- Le déplacement vers l'Asie et à l'intérieur de l'Asie en tant que stratégie manufacturière pour contrôler les coûts détermine le choix des sites;
- À court et moyen terme (jusqu'en 2018), la Chine en profite et à plus long terme le Pakistan et le Bangladesh ainsi que d'autres nations asiatiques en bénéficieront aussi;

## Impact de la tendance de mondialisation sur l'agriculture et les agriculteurs canadiens

Les impacts de la mondialisation sur le secteur agricole canadien sont nombreux et comprennent :

- Les fournisseurs concentrent et dictent le prix des produits. Les monopoles prennent de l'expansion par la capacité des fournisseurs d'œuvrer partout au monde et leur habileté à transiger avec les agents chargés de la réglementation et d'ériger des barrières<sup>11</sup>;
- La prise de la « masse » et de l'accès aux marchés a réduit le nombre de fabricants de produits alimentaires et les permis de vente au détail à quelques-uns à travers le monde qui déterminent les directions et les prix;
- Il n'existe aucun marché sécuritaire et sans risques. Le coût et la capacité de livraison des produits deviennent les facteurs déterminants clés dans les décisions d'achat. Dans de nombreux cas, les clients deviennent des concurrents.
- Les agriculteurs sont de plus en plus à la merci des marchés avec des clients traditionnels alors que la concurrence pour de nouveaux clients est féroce;
- Les incidents de santé publique et des événements non planifiés, tels que l'encéphalopathie bovine spongiforme (EBS), sont connus instantanément autour du globe et les marchés sont affectés et se ferment du jour au lendemain;
- Les médias et les groupes activistes modifient la perception du public. Les activistes anti-technologie ralentissent l'accès à de nouvelles technologies;
- La sécurité et la protection de l'approvisionnement alimentaire devient la priorité absolue de toutes les nations;
- Le surplus d'inventaire et le coût pour son maintien retombent sur le lien le plus faible (le moins capable de porter le coût financier)... soit l'agriculteur;
- Les ententes bilatérales avec les géants économiques émergents deviennent plus ciblées et plus nécessaires dans l'avenir par rapport au fait de se fier à l'approche globale multilatérale de l'OMC;
- Le Canada a probablement le pire ensemble de variables pour faire face à la mondialisation :
  - Un attachement historique à certains biens, p. ex. le blé;
  - Il est vulnérable par rapport aux politiques protectionnistes des principaux secteurs de production agricole (p. ex. le Canada ne peut faire concurrence aux trésoreries américaines ou à celles de l'Union européenne);

---

<sup>11</sup> Par exemple, de 1984 à 2004, les 20 fabricants de produits chimiques agricoles ont été réduits, par le biais de fusions et de ventes, à 3 fabricants géants et à 4 manufacturiers moyens à gros.

- Le dollar canadien est un pétrodollar et il réagit aux prix du pétrole. À bien des égards, les richesses pétrolières du Canada travaillent souvent contre l'agriculteur canadien;
- La santé et la durabilité représentent les valeurs monétaires du nouvel âge (les 30 premières années du XXI<sup>e</sup> siècle). L'agriculture canadienne a la possibilité, au pays et à l'étranger, de développer et de mettre en marché une formule pour la santé qui inclut plusieurs produits;
- La bio-économie, axée sur le savoir, rehausse les forces du Canada de bonnes terres abondantes, de bons agriculteurs et de bonne science. Le Canada peut établir la norme mondiale;
- Les produits brevetés et les produits bénéficiant du climat peuvent résister à la marée vers l'Asie. Le climat canadien peut produire certaines cultures à partir d'un avantage climatique naturel qui peuvent être à l'échelle et vendues selon une base semi-brevetée à des prix accrus, créant ainsi de nouvelles valeurs durables.

### III.2 Déplacement du pouvoir économique vers l'Asie

La Banque mondiale prévoit que durant la période entre 2020 et 2025 la Chine deviendra la plus grande économie simple au monde. Selon les dernières prévisions des Nations Unies, la Chine et l'Inde auront à elles seules 3,3 milliards d'habitants ou 37,0 % de la population totale mondiale de 8,9 milliards d'habitants en 2050. D'autres nations asiatiques, telles que le Bangladesh, les Philippines, le Pakistan et l'Indonésie ajouteront environ un autre 20 %; l'Asie regroupera ainsi 60 % de la population totale mondiale durant cette période.

En plus du simple nombre de personnes, le changement du style de vie apporté par une affluence croissante et l'émergence rapide d'une classe moyenne en expansion signifie que l'Asie deviendra le bloc dominant de consommateurs. Le pouvoir d'achat des consommateurs de l'Amérique du Nord décroîtra en termes de pourcentage, mais les goûts alimentaires des Européens et des Nord-Américains continueront à dominer le monde.

En plus de la croissance, le changement du style de vie des consommateurs asiatiques se tournera encore vers la santé et l'environnement en tant qu'enjeux principaux des deux prochaines décennies. Les nations en développement rapide, l'Inde, la Chine et la Corée, démontrent déjà des signes de soins de la santé parallèlement à ceux des États-Unis et du Canada. Au cours des 40 dernières années, les maladies cardiaques, les cancers et les AVC ont été les principales maladies des personnes de plus de 40 ans en Chine et en Corée. C'est l'une des caractéristiques distinctives d'un pays en voie de devenir une nation développée. Les préoccupations concernant les maladies infectieuses de nations sous-développées cèdent la place à des maladies chroniques, telles que les maladies cardiaques.

Ce déplacement du pouvoir économique vers l'Asie comprend :

- La Chine / l'Inde deviennent, avec les États-Unis et d'ici 2015, les sommets d'un triangle équilatéral de puissance économique;
- Dès 2025, la Chine deviendra la puissance économique simple dominante dans le monde avec tout le pouvoir que ce rôle lui confère;
- Le potentiel pour des coalitions de pouvoir entre les nations se développera autour de l'axe Chine - États-Unis;
- Des consommateurs de plus en plus affluents émergent en tant que classe moyenne dans les sociétés asiatiques;

- La demande pour un panier d'épicerie diversifié, s'éloignant des régimes alimentaires à base de riz et d'amidon, vers un régime alimentaire à base de protéines animales et de légumes;
- La concurrence pour les sources de minéraux, d'énergie et d'eau douce devient féroce;
- L'Inde et la Chine subiront un changement de source de biens et de services à bas prix à des sociétés d'information. Les industries manufacturières à faibles salaires se déplaceront vers d'autres nations asiatiques.

## L'impact du déplacement du pouvoir économique vers l'Asie sur l'agriculture et les agriculteurs canadiens

Cette tendance a de nombreuses implications sur le secteur agricole canadien, notamment :

- Le déplacement d'une alimentation basée sur l'amidon (le riz) à une alimentation basée sur les protéines animales et les huiles végétales ouvre d'immenses marchés de consommateurs à des volumes et à des prix accrus;
- Il existe une véritable préoccupation à savoir qu'il n'y aura pas assez de terres disponibles pour faire pousser les céréales fourragères requises pour satisfaire la demande de protéine animale;
- La Chine fait face à une crise d'eau douce - où et comment utiliser cette ressource critique, pour l'agriculture ou à des fins industrielles;
- En 2020, le déficit en céréales de la Chine pourrait à lui seul égaler les échanges mondiaux de blé de 2000;
- Le Canada doit s'ouvrir aux principales nations asiatiques, la Chine, l'Inde, la Corée et le Pakistan, pour aligner nos forces à leurs faiblesses et inversement. Le Canada possède de l'eau douce pour produire de la nourriture - ces pays devront peut-être rationner l'eau douce;
- Les nations asiatiques ont une grande « confiance » envers le Canada. Les méthodes de salubrité des aliments et les systèmes de production canadiens peuvent ouvrir la voie à une croissance des exportations;
- Les consommateurs asiatiques (tout comme les Européens) aiment les aliments frais et aller au marché à tous les jours. Le Canada peut acquérir plus de négoce en se concentrant sur les méthodes de livraison afin de jouer le jeu des « denrées fraîches à tous les jours »;
- Le Canada doit essayer d'occuper des positions préférentielles sur les marchés et d'obtenir, nous l'espérons, des ententes bilatérales de libre-échange. De nouveaux négoce à plus gros volumes et à des prix plus élevés seront disponibles;
- De concert avec les autres principaux pays exportateurs, nous devons réaliser que les consommateurs asiatiques seront rois et maîtres à partir de 2012. La Chine, en particulier, dominera et ce point de vue sera renforcé par les Jeux Olympiques d'été de 2008.
- Les intrants à l'agriculture asiatique, surtout la Chine, l'Inde et la Corée, seront réglementés à l'exemple du Food and Drug Administration (États-Unis). Le Canada doit présenter sa capacité de réglementation et aller de l'avant vers une harmonisation des systèmes;
- La croissance des maladies chroniques du vieillissement, aggravée par le tabagisme généralisé et la pollution atmosphérique, force l'Inde, la Chine, la Corée et d'autres nations asiatiques émergentes à se concentrer sur les soins de santé préventifs et les régimes alimentaires prescrits;

- Les maladies occidentales du cancer, d'AVC et du cœur remplacent les maladies infectieuses alors que ces pays asiatiques tendent vers des statuts de nations développées.

### III.3 La santé et la qualité de vie

Que ce soit un pauvre dans un pays pauvre qui recherche des miettes de nourriture ou une personne fortunée en Occident qui conçoit des menus quotidiens de choix éclairés pour la santé, le désir de vivre une vie longue et en santé est derrière de nombreuses activités quotidiennes. La santé est un moteur de comportement à plusieurs facettes. Cela comprend le contrôle des maladies, la prévention des maladies et des choix alimentaires, tous dans le but de vivre plus longtemps avec un niveau de vie de plus haute qualité.

L'agriculture est affectée et formée à tous les jours par les professionnels de la santé, qu'ils cherchent à prévenir les maladies, à réagir aux substances toxiques dans la nourriture ou à imposer des normes de santé publique pour certaines maladies infectieuses comme ce fut le cas dernièrement avec le SRAS et la grippe asiatique.

Certains facteurs clés supportent les tendances en matière de santé, incluant :

- Les coûts de prestation de soins de santé et la réactivité sont les principaux points visés par les politiques;
- Les populations vieillissantes / la génération du « baby-boom » qui ont des connaissances, de l'argent et le désir de vivre éternellement déterminent le système de soins de santé;
- La santé est reconnue comme un bien public social;
- L'économie et les connaissances forceront un déplacement dans l'avenir du traitement vers la prévention;
- L'obésité – les maladies / les conséquences deviennent (avec les maladies cardiaques) les cibles prioritaires de prévention;
- Les régimes alimentaires / la nutrition sont placés à l'agenda du système de santé en tant que composante clé de la stratégie de prévention. Les « contaminants » du système alimentaire prennent plus d'importance et de place dans les médias;
- Les conséquences de l'affluence / d'un régime alimentaire de style occidental deviennent des enjeux dans les nations asiatiques émergentes, surtout en Chine, en Inde, en Corée et en Taiwan;
- Le besoin de financer les agendas de prestation de soins de santé limite la capacité du gouvernement de satisfaire d'autres besoins de la société;
- Les enjeux des maladies à grande incidence p. ex. le SRAS, la grippe asiatique, soulèvent des peurs de pandémies et perturbent les modèles quotidiens habituels de la société;
- La prévention/gestion de pandémies potentielles soulignent le besoin d'accroître la sécurité de la personne, des régimes alimentaires et de l'environnement.

#### L'impact des tendances de la santé sur l'agriculture et les agriculteurs canadiens

L'impact de cette tendance de la santé sur les agriculteurs se fera de nombreuses façons, incluant :

- Historiquement, le Canada a essayé de soutenir les agriculteurs avec une combinaison de programmes fédéraux/provinciaux et de subventions ad hoc inspirées par les crises. À l'avenir, plus de 50 % des impôts provinciaux iront pour la prestation de soins de santé. Cela deviendra évident en 2010 ou avant. La

participation provinciale sera limitée et peu d'argent pourra parvenir aux agriculteurs (en tant que subventions), car la santé et l'éducation sont des priorités provinciales;

- La communauté canadienne de soins de santé est consciente que le statut quo n'est pas durable, mais elle n'a pas encore adopté une alternative basée sur un « régime santé. » La cohérence entre l'agriculture et la santé (communauté médicale) pourrait établir un modèle de travail pour le monde entier.
- Plus la cohérence entre la santé et l'agriculture sera grande, plus l'image de l'agriculture en tant que fournisseur de solutions sera importante, en fait une industrie pour le bien public. Dans une telle situation, plus de financement public (fédéral) serait disponible pour l'agriculture, surtout pour la recherche.
- Depuis que la santé est perçue comme un bien public et qu'au Canada les citoyens ont droit à une bonne santé (c'est même un fait définissant la citoyenneté canadienne), les agriculteurs doivent prendre part au débat. La nutrition basée sur une bonne science représente le fondement de la prestation de soins de santé préventifs. L'agriculture peut fournir des solutions à l'industrie des soins de santé. Les agriculteurs doivent croire qu'ils peuvent être des fournisseurs de solutions et des partenaires crédibles de la communauté médicale.
- La population vieillissante dans les pays développés ainsi que l'accroissement de l'affluence et le vieillissement prématuré de la population chez les nouveaux géants économiques ouvrent de nouveaux marchés pour les stratégies d'ingrédients fonctionnels basées sur les échanges taillées pour des conditions de santé spécifiques dans les marchés mondiaux.
- La contamination des aliments par des toxines, des bactéries ou des moisissures apporte les aliments dans l'enceinte de la Santé publique. La frénésie des médias à « obtenir la manchette » crée une sensibilisation immédiate. Les agriculteurs et l'industrie subissent un rude coup à propos de leur manque d'attention à la salubrité alimentaire.

### III.4 La société demande de la durabilité

La durabilité est perçue largement comme une durabilité environnementale ce qui fait que la société exige que chaque action envisagée par l'industrie soit passée à la loupe « verte. » À l'avenir, la durabilité tiendra aussi compte de la manière dont la nourriture sera produite, de la gestion de l'eau et de la disposition des déchets, tout cela dans le but de limiter autant que possible l'impact sur l'espace quotidien des personnes et d'assumer la responsabilité pour les générations futures. Le but est de laisser une empreinte environnementale aussi petite que possible.

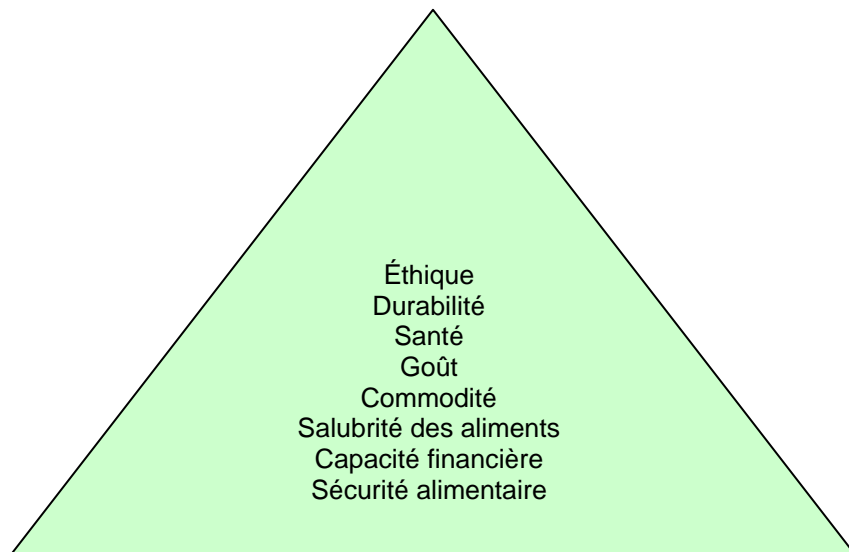
Le besoin de durabilité a été renforcé par l'acceptation généralisée du changement climatique (le réchauffement de la planète), l'accroissement des coûts de l'énergie et les épidémies de maladies causées par la pollution de l'eau potable. Les gouvernements imposeront des réglementations. Les fabricants et les détaillants avant-gardistes se placeront à l'amont des gouvernements; la récente annonce par Wal-Mart d'adopter des systèmes durables pour la production d'aliments en est un exemple.

Le vert sera la couleur dominante. Les émissions de gaz à effet de serre, les voitures hybrides ou électriques et les produits naturels feront partie de nos conversations quotidiennes. Les industries des combustibles fossiles, de l'agriculture et de la disposition des déchets seront à l'avant-plan de nos préoccupations quant à la demande de solutions plus « vertes ». « Acceptable moralement » deviendra équivalent à anti-l'organismes génétiquement modifiés (OGM).

Il en découle par conséquent une hiérarchie distincte d'exigences des consommateurs qui est illustrée à la figure 3. Par exemple, dans les pays moins développés et les économies émergentes, la salubrité des aliments, la sécurité alimentaire et la capacité financière représentent les exigences premières des consommateurs. Toutefois, à mesure

que les économies progressent et qu'une part moindre du revenu disponible est dépensée pour de la nourriture, d'autres exigences doivent aussi être satisfaites, incluant les caractéristiques de l'impact de la nourriture sur la santé et le bien-être, la durabilité des pratiques de production qui fournissent les aliments consommés et les enjeux éthiques entourant la production et la consommation de la nourriture.

**Figure 3** *Hierarchie des exigences des consommateurs*



Cette demande de durabilité de la part de la société inclut les points suivants :

- Le public perçoit la durabilité comme un bien public;
- Tous les niveaux de la société reconnaissent le changement climatique;
- La durabilité environnementale prend un aspect « éthique et morale »;
- Tous les produits et services sont passés à la loupe de la durabilité;
- Les compagnies et les promoteurs de produits s'occupent de promouvoir les avantages définis de leurs produits pour l'environnement et ils imposent ces critères aux fournisseurs.

### **Impact de la demande de la société pour la durabilité sur l'agriculture et les agriculteurs canadiens**

Certains des impacts de cette tendance sont mentionnés ci-après :

- Poussées par des inquiétudes concernant l'effet du réchauffement global sur l'environnement et la pollution de l'eau causée par les pratiques agricoles, ces pratiques agricoles (de production) seront constamment dans les médias;
- L'agriculture est à la fois un contributeur aux gaz à effet de serre et un partenaire pour la réduction de ces gaz. L'agriculture doit trouver un moyen d'établir une base solide de fournisseur de solutions;
- L'impact le plus visible des pratiques agricoles est la pollution de l'eau et la grande utilisation de l'eau douce (70 % de l'utilisation de l'eau douce). Les pressions urbaines dans les régions du globe où l'eau est restreinte forceront le déplacement des aires de production. Le sud-est asiatique et le sud-ouest des États-Unis subiront des tensions plus fortes que l'Europe de l'Ouest ou l'Ouest canadien;



- La durabilité pourrait devenir rapidement la question « brûlante » si, par exemple, le prix des aliments croît de manière dramatique alors que les bio-carburants (cultures servant de remplacement pour les combustibles fossiles) rivalisent avec les utilisations en alimentation des humains et des animaux;
- Le Canada peut mener le monde en renforçant notre position de gestionnaires de l'environnement (une position que détient actuellement le Canada, selon un sondage récent soutenant la marque Canada);
- Les pratiques agricoles seront examinées à la loupe, mais nous disposons de nombreux autres outils pour générer des solutions environnementales saines;
- L'agriculture canadienne peut établir des normes pour le reste du monde. Nous devons toujours rester aussi « naturels » que possible et connaître les conséquences de nos pratiques sur l'environnement;
- L'accès à l'eau douce et sa gestion constituent un déterminant principal du succès futur de l'agriculture. L'agriculture pourrait promouvoir le développement de politiques nationales de gestion de l'eau douce et elle devrait prendre cette responsabilité de premier plan;
- L'attention à la durabilité, l'enregistrement de nos pratiques et de développement de messages de marketing qui attirent les consommateurs internationaux pourraient constituer un différentiel vendable pour les produits alimentaires canadiens.

### III.5 La bio-économie comme moteur principal du développement économique

Quelques facteurs poussent le besoin essentiel de développer la bio-économie : 1) la réalité du changement climatique et du réchauffement global; 2) la réalité d'un approvisionnement fini de combustibles fossiles et la nécessité de trouver des alternatives. Alors que la fin de la Deuxième Guerre mondiale annonçait l'arrivée de l'ère chimique, les années 1980 et 1990 devenaient l'âge de l'information technologique. Les premières décennies du XXI<sup>e</sup> siècle seront l'âge des solutions biologiques conçues par l'homme pour fournir de nouvelles solutions, de nouveaux produits et de nouvelles valeurs et ce, avec moins d'impact sur l'environnement.

Les coûts de l'énergie et l'approvisionnement pur et simple en pétrole et en gaz naturel afin de répondre aux besoins du monde développé, sans tenir compte du monde émergent, ont été la clé pour ouvrir la porte à une économie basée sur la bio-économie. L'incapacité de remplacer les découvertes traditionnelles de pétrole (par exemple au Moyen-Orient) par de nouvelles découvertes à des prix comparables fournit une base économique pour la bio-économie. L'instabilité politique et les affrontements idéologiques religieux ont souligné l'incertitude et l'urgence. Grâce à la stratégie américaine de moins dépendre sur un Moyen-Orient instable pour l'approvisionnement énergétique, le maïs et le soja sont devenus des sources recherchées de bio-carburants. C'est la première vague de la bio-économie. De nouveaux produits à fonctionnalité supérieure et à compétitivité économique sont à l'horizon.

La bio-économie sera une économie basée sur les connaissances et où la science conduira la technologie à la création de nouveaux produits. Le fondement de la bio-économie sera l'agriculture et la science qui utiliseront des sources importantes d'énergie, d'eau douce et de terres. La reconnaissance de ce fait et l'édification d'une bonne stratégie menant au développement de la bio-économie créeront de nouvelles valeurs durables.

La signification de la bio-économie :

- Au cours de la prochaine décennie, la révolution industrielle de l'agriculture ira rapidement au-delà de l'alimentation humaine et animale et des fibres;
- L'énergie (demande/disponibilité/sécurité de l'approvisionnement) est ce qui accélérera la bio-économie;



- Les bio-carburants répondront (partiellement) aux besoins de sécurité énergétique et d'infrastructure / de diversification rurale;
- L'utilisation contrôlée des sources limitées d'énergie non renouvelable prendra une dimension « morale »;
- Les produits durables d'origine biologique deviennent de véritables alternatives (économie de production) aux produits basés sur les combustibles fossiles;
- Les priorités en recherche privée et publique se déplacent vers les produits durables d'origine biologique;
- L'agriculture et la foresterie deviendront la base industrielle de la bio-économie.

## Impact de la bio-économie sur l'agriculture et les agriculteurs canadiens

Parmi les impacts les plus saillants de la bio-économie sur le secteur agricole, on retrouve :

- L'agriculture est la base sur laquelle est bâtie la bio-économie. Les pays qui permettront à leur base agricole de se détériorer au cours des 10 prochaines années ne pourront pas participer à la création de la nouvelle richesse;
- Seuls les pays ayant le bon mélange d'exploitations agricoles de dimensions appréciables, de bons agriculteurs et de bonnes terres auront les ingrédients naturels pour participer à la bio-économie;
- Le profil de l'industrie agricole s'améliore et l'industrie agricole est perçue de plus en plus en tant que fournisseur de solutions à la société en ce qui concerne la bio-économie;
- Puisque la bio-économie est une alternative durable aux carburants fossiles, elle jouit d'une position de premier plan et est donc sujette à une intervention politique à la fois positive et négative. Les incitatifs (p. ex. les incitatifs américains sur les taxes/tarifs) fournissent une fausse sécurité et sont exposés aux changements politiques;
- Les bio-carburants peuvent bâtir des attentes qui sont non réalistes et impossibles à atteindre. Dans toute stratégie reliée à la bio-économie, les bons planificateurs devaient posséder des plans de secours pour le parfait « désastre » a) d'accroissement des coûts des matières premières d'alimentation, b) de diminution des prix du gaz et du pétrole et c) des incitatifs de taxes abaissées/annulées ou de subventions;
- L'agriculture doit percevoir la bio-économie en tant qu'un éloignement de l'alimentation et de la fibre traditionnelles. La bio-économie représente la véritable industrialisation de l'agriculture;
- La bio-économie amène l'agriculture canadienne vers des produits différents et rentables. Elle ouvre la porte à une diversification, mais elle doit être planifiée sur des bases saines et réalistes;
- Il existe un potentiel pour une attitude de style « ruée vers l'or » surtout autour des bio-carburants et en ce moment dans le temps. Il y a apparence de grandes possibilités de nouvelle création de valeur, mais il faut que le processus de production soit plus efficace. Il reste encore beaucoup à faire dans le domaine des bio-carburants en développant et en appliquant de nouvelles technologies;
- La plupart des produits non bio-carburants offriront des avantages considérables aux consommateurs et ces produits devraient pouvoir se mesurer au futur conflit des carburants contre les aliments;

- Il reste encore à débattre la question de l'éthique et s'il est moralement justifiable de substituer une acre de production alimentaire pour une acre de production de bio-produits. Cela pourrait arriver d'ici trois ans. L'agriculture doit se préparer d'avance à un tel débat;
- L'infrastructure rurale en bénéficie, car les usines de production doivent être à proximité des approvisionnements en matières premières d'alimentation.

### III.6 La science et la technologie continuent de façonner ce secteur

Les technologies de production ont entraîné les changements du siècle dernier. Les changements du présent siècle proviendront de la convergence des domaines scientifiques et technologiques essentiels pour créer de nouvelles plate-formes scientifiques pour le secteur; de nouveaux modèles technologiques en découleront. Les principaux domaines technologiques qui entraîneront les changements jusqu'à l'an 2020 sont :

- La génomique;
- La nutriginomique;
- La biotechnologie;
- La biotechnologie à source ouverte;
- La nanotechnologie; et
- L'information et la gestion de l'information.<sup>12</sup>

#### La génomique - comprendre la vie

La compréhension de la fonction et de l'interaction des gènes au moyen de la génomique fournit un plan détaillé pour modifier la structure génétique des plantes et des animaux afin d'atteindre les attributs sélectionnés. Le décodage des génomes est maintenant plus rapide, moins onéreux et de plus en plus utilisé. Les scientifiques pourront bientôt comprendre la plus grande partie du génome des différentes plantes et des différents animaux, et ils pourront concevoir des programmes de sélection qui révolutionneront les programmes de sélection et de biotechnologie traditionnels. Le modèle biotechnologique de recherche d'un gène unique pour solutionner un problème cessera. Les éleveurs-sélectionneurs choisiront plutôt des combinaisons génétiques attrayantes, changeant ainsi la nature de la génétique de plusieurs espèces à des vitesses considérées impossibles au siècle dernier.

Cette information et ce pouvoir sont toutefois liés à la responsabilité de s'assurer que les nouvelles races sont sécuritaires pour les gens et l'environnement et que la diversité génétique est préservée en tant que ressources et aussi en tant qu'héritage. L'éthique et la durabilité seront à l'avant-plan de cette nouvelle technologie.

#### La nutriginomique – interaction entre le régime alimentaire et la génétique

La génomique pourrait aussi se retrouver à votre table. La nutriginomique est basée sur la prémisse que si un scientifique connaissait vos gènes et votre style de vie, il pourrait vous concevoir un régime alimentaire individuel parfait. Cela n'est pas futuriste, cela se fait déjà, quoique à une échelle réduite. Par exemple, aux épiceries

---

<sup>12</sup> De l'information et des discussions de quelques-uns de ces sujets et d'autres moteurs de changement se trouvent dans un rapport préparé pour l'ICPA par David Sparling, directeur exécutif de l'Institute of Agri-Food Policy Innovation, intitulé « Drivers of Change in the Canadian Agri-Food industry and Possible Future Scenarios », disponible dans le site Web de l'ICPA [www.capi-icpa.ca](http://www.capi-icpa.ca) (en anglais seulement).

Byerly's à Minneapolis vous pouvez acheter une trousse d'analyse génétique pour 99 \$; cette trousse est fabriquée par Sciona Inc. Effectuez un prélèvement à l'intérieur de la joue, remplissez un questionnaire sur votre régime alimentaire et votre style de vie et envoyez le tout à la compagnie. Votre échantillon est analysé pour cinq gènes et l'on vous crée un régime alimentaire personnalisé, optimisé pour votre corps et votre style de vie. Bien que l'avantage réel de ce programme réside plus dans des conseils de nutrition que dans le dépistage génétique, il marque quand même le début d'une tendance qui relie la génomique, le régime alimentaire et la santé, améliorant ainsi la santé et créant des marchés uniques. Pour se rendre là, il faudra de nouveaux produits et services.<sup>13</sup>

## La biotechnologie – programmer la vie

Dans le domaine de l'agriculture, la biotechnologie s'est concentrée sur les caractères des intrants (résistance aux herbicides) dans quelques cultures commercialement importantes. Toutefois, les scientifiques feront de grands progrès lorsqu'ils atteindront le plein potentiel de la biotechnologie de programmer la vie, vers 2020. En se basant sur les percées en génomique, les biotechnologistes développeront des cultures avec différentes combinaisons de caractères d'intrants et de rendement, améliorant ainsi la production et créant des propriétés de santé ou de bioprocédés spécifiques. Toutefois, de telles modifications consisteront uniquement en l'application d'outils biotechnologiques. Il existera de nouvelles stratégies de traitement des maladies et des organismes plus efficaces conçus pour traiter les déchets ou convertir la biomasse en produits industriels. Les défis rencontrés par les cultures génétiquement modifiées (GM) dans des marchés sélectionnés signifieront que les scientifiques utiliseront une panoplie de stratégies pour atteindre les attributs désirés, incluant des techniques de reproduction non modifiées.

Les principales cultures biotechnologiques continueront d'être contrôlées par des multinationales qui disposent de l'échelle et des ressources pour les développer et les distribuer à une échelle mondiale. Toutefois, à mesure que la biotechnologie devient plus simple et moins coûteuse, de petits marchés, ignorés des multinationales, deviendront intéressants pour les compagnies canadiennes. Le Canada possède encore un vaste programme public de recherche et d'amélioration des plantes. Cette ressource peut (et devrait) être appliquée aux produits et aux marchés développés en fonction des avantages canadiens. Cette emphase sera vitale pour maximiser l'impact des ressources scientifiques limitées du Canada.

## Biotechnologie à source ouverte

Pour de nombreuses compagnies de biotechnologie, les brevets ont été essentiels pour obtenir du capital de risque ou homologuer des technologies à d'autres compagnies. Étant donné que les innovations biotechnologiques sont souvent basées sur de multiples inventions antérieures, le développement de nouveaux produits exige de nombreuses licences. Plusieurs chercheurs s'inquiètent du fait que les brevets et les licences étouffent l'innovation, surtout pour les produits à petits marchés. Des chercheurs de Cambia en Australie ont tiré des leçons de l'industrie du logiciel et ont créé une plate-forme de biotechnologie à source ouverte modelée selon le système d'opération Linux. Les chercheurs peuvent utiliser les outils et les méthodes d'autres contributeurs scientifiques, puis ajouter leurs découvertes au vivier de connaissances. En éliminant les questions reliées à la liberté opérationnelle, cette approche peut aider les petites entreprises et les pays en développement à bâtir leur commerce biotechnologique. Toutefois, Linux est construit par un ensemble mondial de programmeurs qui n'ont pas besoin d'équipements onéreux pour fonctionner ni d'années de recherche pour produire un produit. L'accès aux ressources de recherche et de développement et le long délai pour commercialiser les produits biotechnologiques représente des obstacles importants au modèle Cambia.

## La nanotechnologie

La nanotechnologie, l'art de faire des choses à une échelle de milliardièmes de mètre, est une technologie de scénario de rechange pour l'industrie. Contrairement à la génomique et à la biotechnologie, la nanotechnologie

<sup>13</sup> Byerly's a même embauché une nutritionniste pour aider les clients à faire des choix alimentaires éclairés.

comprend les sciences inorganiques et biologiques, de la peinture à la manipulation des protéines. L'industrie agroalimentaire commence seulement à explorer les applications de la nanotechnologie. Des capteurs nanotechnologiques incorporés dans les emballages et d'autres applications fourniront bientôt des capacités de détection précoce des pathogènes et des maladies. La libération de médicaments à l'échelle nanotechnologique améliorera l'impact sur la santé des médicaments et la modification nanotechnologique des gènes et des protéines créera des habiletés plus précises pour effectuer des modifications biotechnologiques. D'autres applications amélioreront les aliments, l'efficacité de transformation des bioproduits ou réduiront les impacts environnementaux. L'impact de la nanotechnologie sur l'industrie agroalimentaire devrait être plus évolutif que perturbateur à court et à moyen terme, principalement en améliorant le rendement des technologies et des procédés actuels plutôt qu'en révolutionnant l'industrie.

Le but à long terme de la nanotechnologie comprend la fabrication à l'échelle moléculaire. Après 2020, si la fabrication moléculaire réussit, la production sera grandement accélérée avec moins d'impacts sur l'environnement et des caractéristiques de produits diversifiés. La nanotechnologie sera une technologie perturbatrice qui révolutionnera la production d'aliments et de bien d'autres matériaux.

## L'information et la gestion de l'information

Lorsqu'il est question des technologies de l'information et de la gestion de l'information, le secteur agroalimentaire (sauf la vente au détail) peut être mieux décrit comme un adopteur tardif. Les avances en communication et en technologies de l'information continueront à entraîner des changements dans l'industrie. Les étiquettes d'identification par radiofréquence (RFID) seront partout, remplaçant les codes à barres par une technologie qui peut non seulement lire l'information, mais les écrire également. Jumelée à des systèmes d'information géographique, la RFID fournira la capacité de suivre les produits et les procédés en continu, afin d'analyser et d'optimiser la production et la distribution. Cela commence déjà avec des étiquettes d'identification par radiofréquence sur le bétail. La transmission de données sera ubiquiste; il sera possible de communiquer partout facilement et rapidement. Les discussions sur la traçabilité de la nourriture cesseront éventuellement, car les produits pourront être suivis partout.

L'insistance de Wal-Mart pour la RFID au niveau des palettes a accéléré l'adoption de cette technologie et les compagnies voient déjà des avantages en termes de réduction d'articles en rupture de stock.

Il y aura plus de renseignements à recueillir, à gérer, à partager et à comprendre. Ces renseignements proviendront d'une meilleure compréhension des aliments et de notre habileté à la formuler et à la traiter afin de fournir des avantages et des attributs spécifiques. Elles proviendront aussi d'une meilleure compréhension des relations complexes entre les environnements naturels et les procédés utilisés pour produire des aliments. Ces renseignements viendront des scientifiques, du personnel des compagnies et de leurs concurrents. Finalement, mais encore plus important, elles viendront des clients, qui diront aux compagnies ce qui est important pour eux et ce qu'ils sont prêts à payer pour des produits et des services particuliers. Les compagnies qui ne feront pas d'efforts pour écouter et répondre échoueront.

Si l'information est une clé du succès et qu'il y aura beaucoup plus d'information disponible, comment les gérants pourront-ils y faire face? Plusieurs croient déjà qu'ils peuvent à peine se garder à jour. Sauf dans le cas des ventes au détail, la gestion de l'information n'a pas été une forte priorité pour la majorité de l'industrie alimentaire. Cela doit changer, surtout si nous voulons segmenter encore plus les marchés agroalimentaires et saisir chaque petite unité de valeur de toutes les composantes alimentaires. L'industrie a besoin de systèmes flexibles et conviviaux et de personnel formé pour les utiliser.

La gestion de l'information représente un défi à travers tout le Canada. Le défi sera de tirer profit des expériences dans d'autres secteurs et de développer des réseaux de systèmes reliant l'information et les connaissances de l'industrie. Le rendement du secteur alimentaire dépendra de l'efficacité de ce réseau. Alors que des systèmes indépendants peuvent être efficaces pour gérer l'information interne, le coût de l'innovation et de la compétitivité s'élève lorsque de l'information valable dans le réseau ne peut pénétrer le système ou qu'elle reste coincée dans le

système. Le problème de la gestion de l'information dans le réseau est un défi particulièrement difficile pour les petites organisations. Au Canada, quatre-vingt pour cent des milliers de compagnies alimentaires et la plupart des exploitations agricoles ont moins de 50 employés. Plusieurs n'ont que des notions rudimentaires de gestion de l'information. Les réseaux industriels peuvent constituer un soutien important à l'innovation dans l'industrie, mais ils devront être plus efficaces s'ils visent des buts spécifiques, tels que l'amélioration de la qualité. Les buts aident à valider l'appartenance et la contribution au réseau.

L'Internet fournit aussi de nouvelles manières de rejoindre les clients et les partenaires pour acheter, vendre ou informer. Une visite rapide à amazon.com montre plus de cent mille produits alimentaires gastronomiques, dont plusieurs proviennent directement des producteurs. Les stratégies de vente directe aux clients par l'Internet sont maintenant une option pour de nombreux commerces alimentaires et autres commerces ruraux.

L'industrie agroalimentaire a été lente à adopter l'Internet en tant qu'outil d'aide à la formation et à la gestion des connaissances. Les questions relatives à l'infrastructure, à l'éducation et à la formation retiennent l'industrie. Cela changera avec la prochaine génération d'agriculteurs. Des sites Web aux programmes de formation électroniques et à la baladodiffusion permettront aux Canadiens vivant dans les régions rurales d'atteindre de nouvelles idées, de nouvelles connaissances et de nouveaux outils. Il faut toutefois encourager et soutenir cette tendance essentielle.

L'essentiel de l'agriculture canadienne est qu'aucun autre pays au monde ne possède la combinaison d'une bonne science, de bonnes terres agricoles, de bons agriculteurs, de l'eau et de l'énergie. C'est la position stratégique canadienne pour gagner ou perdre. C'est une question de croyance, de volonté et d'action.

## Annexe IV Autres facteurs qui doivent être considérés

Il existe d'autres facteurs qui affecteront l'avenir du secteur agroalimentaire canadien et dont il faut tenir compte :

- La demande des consommateurs pour des produits naturels, organiques et locaux;
- La sécurité de la chaîne d'approvisionnement et la biosécurité;
- De la discipline quant aux subventions agricoles de certains pays, tels que les États-Unis et l'Union européenne;
- L'accès aux marchés par des ententes bilatérales.

Ce qui suit est une brève discussion de ces autres forces qui influenceront le secteur au cours des 10 à 15 prochaines années.

### IV.1 La demande pour des produits naturels, organiques et locaux

La mondialisation de notre système alimentaire représente sans aucun doute une tendance clé; toutefois, certaines forces commencent à contrer la mondialisation et l'industrialisation de l'industrie alimentaire. Cette contre-tendance est pour des aliments qui sont naturels, organiques et/ou produits localement. Cette demande des consommateurs est le simple reflet des exigences des consommateurs pour la santé, l'éthique et la durabilité, telles que noté à la figure 3.

Un segment croissant de la population préfère des pratiques agricoles ayant moins d'impact sur l'environnement et qui produisent des produits perçus comme étant plus « naturels ». Plusieurs producteurs et compagnies alimentaires adoptent différentes stratégies de production, de traitement et de distribution afin de changer leur empreinte environnementale et de pénétrer différents marchés dans lesquels les consommateurs sont prêts à payer plus pour des produits qu'ils perçoivent comme plus naturels.

Le Food Trust de l'Île-du-Prince-Édouard<sup>14</sup> est l'exemple d'une initiative d'une coopérative agricole pour amener plus de pratiques durables de production des aliments aux producteurs d'aliments de l'Île-du-Prince-Édouard; c'est cependant fait d'une manière à amener de nouveaux produits innovateurs aux marchés. Le programme innovateur « Fresh Obsessions Potatoes » prend un produit non différencié et crée une gamme de produits qui varient selon le mode de cuisson préféré du consommateur. Le présentoir breveté offre différentes pommes de terre pour chaque mode de préparation avec les instructions de préparation.

En Amérique du Nord, les produits alimentaires organiques comptent généralement pour environ 1 à 2 % de leurs marchés respectifs, mais leur taux de croissance est d'environ 15 à 20 % par année. Les aliments organiques ont passé d'un marché à créneau avec une production à petite échelle pour quelques lignes de produits; les multinationales ont aussi des lignes de produits organiques, ce qui confirme la force et la croissance de ce marché. Le marché mondial pour les produits organiques est estimé à environ 23 milliards de dollars. La production organique soutient l'agriculture locale, mais elle est rapidement en voie de devenir une grande industrie mondiale. La production et les produits organiques se déplacent autour du monde en réaction à l'offre et au prix des biens disponibles ainsi que des capacités locales de production. La production organique a grandement contribué à accroître le revenu des agriculteurs dans plusieurs pays en développement. La mondialisation et l'utilisation de la production organique ainsi que le marketing pour soutenir les nations en développement se poursuivront. L'un des défis de cette industrie est d'avoir suffisamment d'offre pour rencontrer la croissance rapide de la demande.

---

<sup>14</sup> Voir leur site au : <http://www.foodtrustpei.com>

Une plus récente manifestation est l'élan vers la promotion de la nourriture locale. De nombreuses villes et régions soutiennent les systèmes alimentaires locaux afin de réunir les producteurs locaux, les citoyens locaux, les transformateurs locaux et les opérateurs de services alimentaires. Un exemple est « Local Flavour Plus », un organisme à but non lucratif qui réunit agriculteurs et consommateurs afin de partager les avantages d'une production alimentaire responsable, écologique et sociale, qui, par un distributeur de services alimentaires, fournit des aliments locaux à des restaurants sélectionnés et aux services alimentaires de l'Université de Toronto. Ces programmes sont aussi soutenus en calculant les « kilomètres alimentaires », soit la distance de transport des aliments pour atteindre le consommateur. En minimisant les kilomètres alimentaires, on réduit directement l'énergie utilisée pour transporter les aliments. Ces demandes des consommateurs sont soutenues par les promotions « saisonnières » plus traditionnelles des produits locaux, tels que Ontario, terre nourricière.<sup>15</sup>

Pour les agriculteurs et les compagnies alimentaires, la clé pour soutenir avec succès les programmes d'achat local au détail ou dans la transformation des aliments est de faire de l'achat local un choix facile et responsable. Les compagnies continueront à soutenir les programmes seulement si ces programmes aident, ou du moins ne nuisent pas, à leurs commerces. Cela signifie que les producteurs locaux doivent être organisés, stipulant clairement ce qu'ils peuvent fournir et quand ils peuvent le fournir; ils doivent de plus effectuer la livraison à temps avec la bonne quantité et la bonne qualité. Pour les producteurs, les entreprises conjointes et-ou les groupes coopératifs de marketing peuvent être la clé pour recueillir les ressources et les volumes requis pour faciliter l'achat local pour les clients.

Dans la même veine, alors que les compagnies croissent et se mondialisent, elles reconnaissent aussi leurs responsabilités envers leurs clients, leurs actionnaires et les sociétés dans les pays où ils oeuvrent. Ils prennent plus de soin à utiliser des ingrédients alimentaires sains, ils créent des politiques qui visent l'achat de produits locaux et ils changent leurs pratiques d'embauche et de gestion des employés pour porter plus attention aux préoccupations et aux besoins locaux.

## IV.2 La sécurité de la chaîne d'approvisionnement et la biosécurité

La sécurité de la chaîne d'approvisionnement alimentaire est l'une des exigences les plus importantes qui doit être rencontrée par tout fournisseur et par l'ensemble du secteur agroalimentaire canadien. Cela comprend la livraison d'attributs spécifiques aux produits (p. ex. organiques, de Classe A ou des attributs génétiques spécifiques, tels qu'un contenu élevé en huile) ainsi qu'un produit sans danger et rencontrant les normes de la biosécurité. Les systèmes actuels de gestion de l'information permettent de livrer ces attributs et de rencontrer les exigences nécessaires de traçabilité.

La mondialisation permet aux maladies humaines et animales de se propager beaucoup plus rapidement qu'auparavant et une maladie humaine ou animale grave peut fermer les échanges en un instant tout en provoquant des effets dévastateurs. Cela a été évident dans les cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) en Amérique du Nord et de fièvre aphteuse dans d'autres régions. Une importante attaque terroriste sur le système alimentaire pourrait provoquer le même résultat. Afin de protéger les citoyens et les échanges, le système agroalimentaire canadien doit traiter ces enjeux mondiaux sur une échelle mondiale ou au moins multinationale, en coordonnant les systèmes et les réglementations au-delà des frontières pour préparer à l'avance les défenses et les stratégies de récupération.

Il peut être noté que le fait de pouvoir déplacer l'information, les produits et les personnes rapidement à travers le monde est aussi l'une des grandes menaces au système et un incitatif aux sources d'approvisionnement locales.

---

<sup>15</sup> À mesure que les coûts énergétiques augmentent et que les consommateurs se préoccupent de la consommation globale d'énergie, cette mesure pourrait devenir significative.



Lorsque des organisations mondiales changent leurs pratiques d'achat, cela provoque souvent des changements immédiats et fondamentaux aux pratiques à travers toute leur chaîne d'approvisionnement. Des changements importants aux pratiques de bien-être des animaux sont survenus en raison des changements apportés aux politiques d'achat des grands détaillants et fournisseurs de services alimentaires. L'exigence des fournisseurs de services alimentaires d'avoir l'entière traçabilité de ses produits carnés supprimera sans aucun doute toute résistance à mettre en place la traçabilité de la chaîne entière.

### **IV.3 La discipline concernant les subventions agricoles aux États-Unis et dans l'Union européenne**

L'un des enjeux de base auxquels le secteur agricole primaire doit faire face au Canada est les niveaux de subventions internes accordées par rapport au soutien accordé aux États-Unis. Cette différence énorme d'approche continuera à avoir un impact particulier sur le secteur des céréales et des oléagineux au Canada. La différence fondamentale est que la politique agricole américaine concentre son soutien sur le secteur des céréales et des oléagineux alors qu'au Canada, le soutien est plus généralement disponible pour les secteurs producteurs de biens grâce à des programmes agro-globaux. Donc, le secteur des céréales et des oléagineux, plus subventionné aux États-Unis, s'assure qu'il y aura un approvisionnement abondant de matières de base pour continuer à faire croître l'activité économique, soit par la production de bétail par de faibles coûts et l'abondance de la matière première d'alimentation ou en tant qu'installations d'éthanol pour fournir la sécurité énergétique aux États-Unis. Dans cet environnement, il est beaucoup plus difficile pour les producteurs canadiens de céréales de compétitionner puisque : 1) les producteurs américains ont des retours plus intéressants en raison des subventions américaines plus grandes et 2) le coût des intrants négociables (p. ex. machinerie agricole et les intrants d'opération, tels que les engrais et les matériaux de production des cultures) sont plus élevés puisqu'ils sont basés sur les conditions économiques dans les marchés américains des céréales, lesquels sont subventionnés.

Le seul forum actuel pour traiter les questions de soutien interne est l'Organisation mondiale du commerce (OMC), un organisme multilatéral. Toutefois, ces négociations ont été retardées pour diverses raisons dont la difficulté de négocier avec les 149 pays membres à la table avec de nombreux agendas. Il ne peut y avoir d'entente sans consensus et lorsqu'un consensus est atteint sur un point, c'est le plus souvent sur le plus petit dénominateur commun. L'approche multilatérale de l'OMC est de plus en plus préventive, toutefois d'autres mécanismes ne sont pas disponibles dans le moment pour remplacer l'OMC. En attendant le redémarrage du programme de Doha pour le développement, il sera difficile de traiter efficacement les questions de soutien interne dans des pays ayant d'importantes trésoreries soutenant l'agriculture.

Cette réalité souligne le besoin d'un repositionnement de nombreuses parties du secteur agricole canadien en dehors des marchés de biens traditionnels. Ces marchés subissent l'influence de deux forces – des niveaux de subvention plus élevés des pays, tels que les États-Unis, et le coût moindre de production pour de nombreux biens de base en Amérique du Sud, en Asie et en Europe de l'Est.

Le Canada peut chercher à améliorer son accès aux marchés par des ententes commerciales bilatérales et régionales, mais il y a peu de chances que le Canada puisse traiter le soutien interne par de telles mesures.<sup>16</sup>

### **IV.4 L'accès aux marchés par des ententes bilatérales**

Les problèmes de base avec l'OMC en tant que forum de négociation est que cet organisme place et continuera de placer plus d'emphase sur la libéralisation régionale et bilatérale. Il est habituellement plus facile de s'entendre dans des accords commerciaux régionaux et bilatéraux en raison des organismes plus petits avec peu de membres

---

<sup>16</sup> Le rapport de Peter Clark, de Grey, Clark & Shih, préparé pour l'ICPA et intitulé « Change in the Agri-Food Sector: Use of Bilateral and Multilateral Trade Agreements », fournit plus d'étude et d'analyse sur le sujet des ententes commerciales multilatérales et bilatérales; ce rapport est disponible dans le site Web de l'ICPA [www.capi-icpa.ca](http://www.capi-icpa.ca) (en anglais seulement).



et des enjeux et des gains plus facilement définis et traités. Conséquemment, plusieurs membres de l'OMC se tournent vers les ententes régionales et bilatérales comme autre moyen de faire avancer la libéralisation des échanges.

Les accords commerciaux bilatéraux et régionaux peuvent traiter avec succès des questions d'accès aux marchés touchant les biens alors qu'ils traversent les frontières, des réductions tarifaires, de la reconnaissance réciproque des normes et du traitement préférentiel dans les mesures de sauvegarde. Les accords commerciaux bilatéraux et régionaux pourraient aussi traiter avec succès des questions de subvention des exportations en interdisant l'utilisation de subventions à l'exportation afin de soutenir les ventes de biens agricoles à l'intérieur de la zone de libre-échange ou de l'union douanière. Les accords bilatéraux et régionaux pourraient traiter ces questions avec succès, car il est possible d'identifier les biens agricoles spécifiques qui sont échangés dans la zone de libre-échange.

Le Canada a conclu des accords bilatéraux et commerciaux avec cinq parties et six négociations sont en cours. Le Canada négocie présentement avec la Corée du Sud (sans grand espoir) et n'a pas terminé les négociations avec d'autres pays ou groupes de pays depuis les cinq dernières années. Par ailleurs, les États-Unis ont conclu des accords bilatéraux et régionaux avec 13 parties et sept négociations sont en cours. Le Mexique a conclu des accords bilatéraux et régionaux avec 11 parties et quatre négociations sont en cours. Le Canada n'a pas conclu d'accord bilatéral en cinq ans alors que la Corée en a conclu huit.

Le Canada doit se « rattraper » au plus vite et négocier des accords commerciaux bilatéraux et régionaux. Ces accords aideront à sécuriser les accès aux nouveaux marchés et à conserver les accès existants, sans toutefois résoudre les problèmes du soutien agricole aux États-Unis et dans l'Union européenne. Il s'agit d'impératifs politiques qui ne seront sans doute pas traités au cours des dix prochaines années.

## Annexe V Faiblesses inhérentes à surmonter pour réaliser la vision

Bien que le secteur ait des forces et quelques avantages uniques, le secteur agroalimentaire possède quelques faiblesses inhérentes qui doivent être surmontées pour réaliser la vision et l'orientation stratégique de chaque pilier.

Les principales faiblesses à surmonter comprennent :

- Le fardeau et les coûts de la réglementation imposée à la production primaire;
- Les processus de réglementation par rapport aux États-Unis;
- Le dysfonctionnement de la politique canadienne dans le marché de l'ALENA;
- L'absence de compagnies agroalimentaires multinationales basées au Canada;
- Le manque de but ou de vision pour attirer des investissements dans le secteur.

Ces points sont brièvement discutés dans les paragraphes suivants.

### V.1 Le fardeau et les coûts de la réglementation imposée à la production primaire

Les demandes de la société pour la durabilité, la vérification des pratiques de production responsable et la protection de l'environnement ont conduit à un environnement très réglementé dans lequel la production agricole doit se faire. Ce fardeau réglementaire entraîne des coûts d'observation que les agriculteurs doivent défrayer sans pouvoir compenser ces coûts dans les marchés. Les coûts de la réglementation défrayés par les producteurs augmentent à chaque année et cela limite le potentiel de production agricole. Par exemple, certaines réglementations relatives à la gestion des éléments nutritifs s'appliquent aux unités de production qui dépassent une taille minimale et certains producteurs ont volontairement réduit leurs opérations pour éviter le coût de se conformer à ces réglementations. D'autres productions ont simplement soutiré des ressources de la production du produit spécifique. Ces actions, bien que rationnelles pour l'exploitation agricole, peuvent être contre-productives pour l'ensemble du secteur agroalimentaire.

Au même moment, les producteurs questionnent quelques-unes des réglementations, telles que le moratoire sur l'expansion de l'industrie porcine au Manitoba dans le but de contrôler la charge de phosphore dans le lac Winnipeg, alors que, selon certains arguments, la production porcine ne contribue à 1 % de la charge de phosphore dans le lac. Il s'agit d'un exemple de la population urbaine qui impose ses demandes sur la population rurale, et les agriculteurs en particulier, sans tenir compte des coûts et des avantages généraux de la réglementation.

Cet accroissement du fardeau réglementaire représente une faiblesse majeure pour les producteurs primaires. Une option présentée par certains producteurs intéressés consiste en ce que la société devrait compenser les producteurs pour les coûts d'observation qu'ils doivent défrayer.

### V.2 Les processus de réglementation par rapport aux États-Unis

Le système agroalimentaire canadien a été placé en position désavantageuse par rapport aux États-Unis. Ce désavantage découle de plusieurs fronts, dont :

- La grande taille du marché américain sur lequel étaler les coûts de réglementation comparativement à la taille du marché canadien;
- Le délai plus long pour l'obtention d'une approbation réglementaire au Canada par rapport aux États-Unis;
- L'incapacité d'obtenir des approbations réglementaires concurrentes dans les deux pays basée sur la différence des processus de réglementation, des exigences et des échéanciers;
- Différentes exigences de réglementation dans les usines de transformation des deux côtés de la frontière, avec des coûts de réglementation plus élevés imposés aux opérations canadiennes;
- Le centre d'intérêt apparent des organismes de réglementation canadiens sur l'utilisation de principes de précaution par rapport aux organismes de réglementation américains; et
- La reconnaissance par le système américain des allusions à la santé associées à l'étiquetage des aliments et la réticence générale à fournir une telle information de bien-être sur les produits alimentaires canadiens.

Une telle situation a engendré de nombreux coûts pour le rendement du système agroalimentaire canadien. Ces coûts varient des producteurs horticoles qui ne peuvent avoir accès rapidement et facilement aux matériaux de protection des cultures disponibles et utilisées aux États-Unis, ce qui conduit à des rendements moins élevés, à des cultures de moindre qualité et/ou à des niveaux plus élevés de résidus d'anciens produits chimiques sur les cultures canadiennes. De plus, les réglementations d'importation canadiennes permettent d'importer des produits américains qui ont utilisé des matériaux de protection des cultures non homologués au Canada.

Plus encore, une telle situation réglementaire a conduit des investisseurs et des industries agricoles à ne pas chercher à enregistrer les produits, les procédés et les technologies au Canada, mais plutôt à ne chercher que l'approbation des États-Unis. De plus, l'activité d'investissement subséquente a eu lieu aux États-Unis et non pas au Canada en raison du fait que le marché approuvé est aux États-Unis.

Cette faiblesse majeure doit être traitée dans toute politique agroalimentaire prospective, tout en bâtissant des responsabilités pour une résolution à l'intérieur d'un cadre temporel spécifique. L'harmonisation de nombreuses réglementations basées sur les intrants<sup>17</sup> a été soulignée à plusieurs occasions et demandée par des groupes de producteurs au moins depuis la venue des accords de libre-échange entre le Canada et les États-Unis à la fin des années 1980. Une action immédiate est nécessaire sur cette question.

### V.3 Les dysfonctionnements de la politique canadienne dans le marché de l'ALENA

L'environnement opérationnel du secteur agroalimentaire peut être caractérisé comme un marché continental d'extrants, mais il existe des restrictions et/ou des différences sur les intrants, les normes, les réglementations et les politiques qui ont un effet négatif sur l'agriculteur canadien et le fabricant de produits alimentaires.

À la fin des années 1980, le Canada est entré dans une nouvelle ère fondamentale par les accords de libre-échange négociés avec les États-Unis (Accord commercial Canada - États-Unis ACCEU) et ensuite le Mexique, sous le nom de l'ALENA. Ces accords fournissent l'accès aux marchés américains et mexicains; ils procurent aussi aux fournisseurs américains un accès accru aux marchés canadiens et le retrait des tarifs sur les produits transigés

---

<sup>17</sup> Il devrait être noté que quelques réglementations basées sur les extrants peuvent être une source de différenciation dans certains marchés. De plus, les compagnies qui dépassent les normes minimales peuvent aussi créer une source d'avantages différentiels.

entre ces deux pays. Le résultat obtenu est un marché continental pour la plupart des produits agricoles et alimentaires.

Le marché continental s'applique, cependant, surtout aux extrants agricoles. Cette philosophie de marché continental ne s'applique actuellement pas aux normes et aux réglementations relatives à plusieurs produits agricoles ni aux normes réglementaires de soutien. Par exemple, un producteur de céréales fait concurrence à des prix de contreparties américaines sur le produit céréalier, mais l'agriculteur américain a toutefois accès à un plus grand réseau d'intrants approuvés (p. ex. les matériaux de protection des cultures) et moins de restriction sur les variétés de céréales qui peuvent être cultivées légalement. Par ailleurs, les prix de plusieurs de ces intrants sont déterminés par les fournisseurs d'intrants sur une base nationale étant donné que chaque produit doit être approuvé pour utilisation dans un pays donné et ce, avec un système réglementaire distinct et à coût élevé qui doit être réparti sur un volume de ventes moindre dans le marché canadien de plus petite taille; cela fait en sorte que le Canada doit utiliser des intrants plus coûteux.

En même temps, le progrès a été lent pour harmoniser un certain nombre de normes entre les deux pays afin de faciliter le libre-échange des produits finaux. Le marketing des produits peut être plus difficile lorsque différentes normes de classement sont utilisées aux États-Unis et au Canada. Les fabricants de produits alimentaires ont des préoccupations semblables lorsque les normes d'étiquetage et d'allégation relative aux effets sur la santé sont tellement différentes d'un pays à l'autre.

De telles différences seraient de moindre importance si le marché canadien était aussi vaste que le marché américain; en fait, le marché canadien est d'environ le dixième du marché américain et la prospérité de l'industrie agroalimentaire canadienne est fonction de sa compétitivité avec les fournisseurs américains sur les marchés américains.

De plus, la politique agricole a une saveur très nationale, sans aucune trace d'une approche continentale. Cela donne un avantage aux producteurs de céréales américains aux dépens de producteurs de céréales canadiens.

Cet environnement opérationnel de politique disfonctionnelle représente une grande faiblesse qui limite la croissance et le potentiel du secteur agroalimentaire canadien – aussi bien au niveau des intrants, de la production agricole qu'au niveau de la transformation des aliments. Il sera très difficile de progresser vers l'atteinte de la vision sans bien traiter cette faiblesse prépondérante.

## V.4 L'absence de compagnies agroalimentaires multinationales basées au Canada

Une autre faiblesse que l'industrie canadienne doit maîtriser est que le Canada n'a pas de compagnie alimentaire multinationale basée au pays même.<sup>18</sup> Ce manque est une faiblesse, car les compagnies alimentaires canadiennes doivent faire concurrence à une échelle mondiale à de grandes compagnies multinationales. Alors que des compagnies individuelles réussissent à exporter des produits alimentaires canadiens dans des lignes de produits spécifiques, la faiblesse est que la portée des grandes multinationales ne sert pas de levier pour vendre plus de produits canadiens dans un pays donné et que les nouvelles possibilités et les nouveaux produits ne sont pas livrés à partir d'exploitations canadiennes. De plus, l'avantage d'une activité innovatrice de ces compagnies n'est pas en place au Canada. Il faut que le Canada devienne une place attrayante pour investir afin de palier cette faiblesse.

Bien que de nombreuses compagnies multinationales opèrent au Canada, ces opérations sont essentiellement des divisions pour lesquelles les décisions relatives à l'exclusivité des produits et aux investissements en innovation sont prises aux sièges sociaux de ces compagnies. Le secteur agroalimentaire canadien n'est donc pas l'élément

---

<sup>18</sup> Certaines compagnies essaient de concurrencer à l'échelle mondiale, par exemple les produits de la pomme de terre McCain et Les Aliments Maple Leaf; cette dernière compagnie est en restructuration pour se retirer du commerce mondial du porc frais.

d'influence primaire et l'adoption des innovations et des nouvelles technologies accuse donc un retard. Cette situation entraîne la perte de possibilités et d'activités économiques.

Cette situation fournit cependant au producteur primaire la possibilité de s'impliquer dans les activités de traitement et à valeur ajoutée par des structures commerciales, telles que les coopératives de seconde génération et d'autres structures commerciales. Ces entités propriétés des agriculteurs se retrouvent dans les usines d'éthanol canadiennes, l'approvisionnement de produits alimentaires organiques aux Canadiens et pourraient facilement être étendues à des entreprises de traitement du lin pour les nutraceutiques, au bioraffinage de la luzerne, etc.

## **V.5 Le manque de but ou de vision pour attirer des investissements dans le secteur**

Il y a actuellement 97 usines d'éthanol aux États-Unis, 62 autres sont en construction et encore 135 autres sont proposées. La capacité de production d'éthanol est de 5,08 milliards de gallons par année, ce qui pourrait atteindre 8,7 milliards de gallons en tenant compte des usines en construction; la production actuelle consomme 21 % de la culture américaine du maïs. La production d'éthanol est devenue une cible majeure de la politique américaine; elle est avant tout une politique de sécurité énergétique. Les agriculteurs américains sont engagés dans la « lutte contre le terrorisme » par la production d'énergie pour l'autosuffisance américaine en matière d'énergie. Cela est devenu un enjeu principal du secteur agricole et des industries agroalimentaires; on assiste ainsi à une renaissance rurale en Amérique.

Par ailleurs, ni le secteur agroalimentaire canadien ni ses sous-secteurs ne semblent avoir de but ou de vision. Tous les secteurs d'intervention privilégiés ont été défensifs et réactifs, soit par la lutte contre les échanges, des mesures à prendre devant les retombées économiques de l'encéphalopathie bovine spongiforme (EBS), le maintien du monopole d'exportation de la Commission canadienne du blé (CCB), les réglementations onéreuses ou le lobbying pour un meilleur soutien du secteur à long terme. En conséquence, le secteur ne possède aucun centre de convergence d'avant-garde et stratégique.

Afin de palier cette faiblesse il faut une vision d'ensemble et une orientation stratégique connexe, telles que celles offertes par l'ICPA dans le présent rapport. Cette orientation stratégique doit être soutenue par le secteur agroalimentaire qui comprend les fournisseurs d'intrants, les agriculteurs, les transformateurs et les intervenants qui fournissent soutien et services au secteur. De même, cette orientation stratégique doit être adoptée et appliquée par le gouvernement et consacrée dans la politique et la réglementation. De plus, le secteur privé doit être encouragé à aider à la réalisation de cette vision.

Une stratégie pour le secteur agroalimentaire doit tenir compte des faiblesses qui lui sont spécifiques. Si elles ne sont pas traitées de manière adéquate, la probabilité d'atteindre le résultat escompté sera très faible. Dans leur forme actuelle, ces faiblesses représentent un obstacle important au progrès.

## Annexe VI La direction fondée sur les forces pour une différenciation durable

Les annexes antérieures ont souligné quelques-unes des tendances et des facteurs clés qui façonneront l'environnement opérationnel futur du secteur agroalimentaire canadien. Les stratégies du secteur agroalimentaire et la prochaine génération de politiques agricoles et agroalimentaires doivent tenir compte de cet environnement opérationnel.

Les stratégies de la réussite sont bâties sur des forces combinées et des facteurs qui incorporent les avantages comparatifs et/ou naturels. Le secteur agroalimentaire canadien possède quelques avantages naturels et des forces qui peuvent servir de fondement pour l'avenir de ce secteur; cela comprend :

### Les avantages naturels

- De grandes réserves d'eau douce (possiblement loin des terres productives);
- Des terres capables de produire;
- Une agriculture de climat froid qui fournit un avantage naturel pour produire des cultures avec moins d'utilisation de pesticides;
- Une agriculture de climat froid qui fournit un avantage naturel pour produire certaines cultures;
- De grandes étendues de terres avec une faible densité de population animale à travers tout le Canada et à proximité des secteurs urbains.

### Autres forces du secteur

- Fiable utilisation de fertilisants et moins de métaux lourds/toxiques dans les sols;
- Le Canada est un gardien de l'environnement naturel et de l'aménagement du territoire agricole;
- Plusieurs régions géographiques ont une vaste gamme de cultures et de produits alimentaires;
- Le statut des zones exemptes de maladies, les protocoles de bio-sécurité connexes pour minimiser les épidémies et les programmes d'intervention en cas d'urgence pour minimiser la propagation des maladies;
- L'infrastructure mise en place pour fournir des produits avec des attributs spécifiques (identification, préservation, traçabilité, programmes de salubrité des aliments dans les chaînes d'approvisionnement);
- Producteur d'aliments sains en raison du respect des normes mondiales et des protocoles de salubrité des aliments;
- Proximité du marché américain;
- Les Canadiens ont la confiance du public mondial et ils sont considérés honnêtes;
- Découvertes scientifiques dans les institutions publiques.

De telles forces et avantages naturels peuvent être multipliés afin de poursuivre les possibilités notées dans les tendances mondiales clés (voir section précédente). Une révision de ces forces jumelée aux piliers de l'orientation

stratégique indique que ces forces et ces avantages naturels font partie de l'orientation proposée pour le secteur agricole et agroalimentaire.